

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Hervé LE GOFF – Pourquoi la France a dénoncé son accord maritime avec l'URSS...	1
Branko LAZITCH – Les communistes et la crise politique des Philippines.....	5
Pierre LORRAIN – 27 ^e congrès du PCUS : bilan d'une transition.....	8
Michel HELLER – Attention : G.R.U.....	11
Pierre RIGOULOT – Combien de détenus en URSS ?.....	14
Michel SLAVINSKY – Un texte officiel révèle le marasme de l'agriculture soviétique.....	17
Claude HARMEL – Le PC d'Afrique du Sud (suite) : fidélité inconditionnelle à l'URSS..	20

LE POINT DE VUE D'EST & OUEST

Le double-jeu commence : combattre les communistes et les ménager.....	24
--	----

CHRONIQUES

René MILON – Une provocation : l'affaire Clavaud.....	27
Jacques BROUELLE – Liberté surveillée en Chine.....	28

NOTES ET INFORMATIONS

Le PCF, toujours fils aîné de l'Eglise communiste.....	29
Jean Cassou, complément à une biographie.	29
Maurice Paz, historien.....	30
<i>Exit</i> , André Alexandrov.....	31

LIVRES

Denis LECORBENOIS – « A l'écoute des villages soviétiques ».....	32
---	----

Nouveau cas d'impérialisme soviétique POURQUOI LA FRANCE A DÉNONCÉ SON ACCORD MARITIME AVEC L'URSS

Début février 1986, le gouvernement français informait celui de Moscou qu'il entendait dénoncer l'accord maritime franco-soviétique signé en 1967 et renouvelé depuis chaque année. L'ambassade de l'URSS à Paris publiait peu après un communiqué rejetant sur la France la responsabilité complète de la rupture (1). Comme du côté français la nature du différend n'a jusqu'ici été détaillée par aucun texte officiel, seule l'explication soviétique de cette rupture a donc circulé dans les médias et les ambassades – carence d'autant plus regrettable que la position de la France en cette affaire est on ne peut plus justifiée.

(1) Le texte de ce communiqué a été reproduit dans *Actualités soviétiques* (bulletin du bureau soviétique d'information à Paris), N° 600-601, 19 février 1986.

L'accord maritime franco-soviétique signé en 1967 prévoyait, pour tous les transports de marchandises par mer entre l'URSS et la France, un partage équitable du frêt entre navires français et soviétiques. Cet accord fut, après coup, pour les marchandises générales telles que biens d'équipement, produits chimiques, coton, etc., complété par un accord de « services combinés » (2) stipulant un équilibre des deux pavillons, tant en tonnage qu'en valeur. Des accords spécifiques s'y ajoutèrent ensuite, en vue de parvenir à un équilibre analogue pour des produits tels que les céréales, les tubes d'acier pour gazoduc, etc.

(2) Les services combinés sont composés de deux lignes régulières et en principe à parité, pour assurer tous les transports qui ne sont pas effectués à la demande ou par navires complets.

Les Soviétiques entendaient-ils, dès l'origine, respecter cet accord, dont ils avaient accepté les termes à la demande expresse de la France, qui en faisait l'une des conditions essentielles du développement de son commerce avec l'URSS ? On peut en douter lorsqu'on sait que, selon les autorités de tous les pays de l'Est, « *les plans quinquennaux de développement de leurs flottes ont pour objectif de parvenir à transporter la majeure partie de leur commerce extérieur* » (3).

En fait, malgré cet accord, jamais l'équilibre prévu ne fut atteint, la flotte soviétique ne cessant au contraire d'augmenter sa part dans les transports entre les deux pays. Ainsi, dans les années 70, la part du pavillon français n'atteignait-elle en tonnage que 30 % de l'ensemble du trafic ; **depuis lors, elle n'a cessé de décroître, pour se situer, en 1984, à moins de 1 % à l'importation et à 18,92 % à l'exportation.** (Ce dernier résultat étant dû seulement aux transports de céréales, pour lesquels la part du pavillon français s'est quelque peu consolidée à la suite d'un accord spécifique signé en 1982). **Pour l'ensemble des échanges, la part du pavillon français s'est donc élevée en 1984 à 8 % et celle du pavillon soviétique, à 92 %.**

Déjà, en 1976, le rapport Pierre Loygue au Conseil économique et social, déjà cité, attirait l'attention sur cette situation et ne dissimulait pas que la responsabilité en incombait exclusivement à la partie soviétique. On y lisait en effet :

« Il demeure pratiquement impossible à un navire autre que soviétique de charger dans les ports soviétiques une cargaison destinée à un pays tiers, alors que les navires soviétiques ont toute liberté pour charger en tant que « cross-trader » des marchandises dans les ports occidentaux.

« D'autre part, les compagnies de navigation occidentales n'ont aucune liberté pour établir des agences indépendantes dans les pays du Conseil de l'aide économique mutuelle (CAEM), tandis que les organismes d'État de ces pays, notamment SOVINFLLOT, peuvent monter dans les pays occidentaux un réseau commercial qui leur permet d'alimenter leurs navires.

«... Les centrales d'achat des pays du CAEM — dont on connaît la puissance persuasive vis-à-vis des vendeurs — soit exigent des contrats d'achat FOB ou de vente CIF (4), soit établissent des taux de fret sous-cotés dans des proportions telles qu'il devient alors impossible, pour les compagnies occidentales, de participer au transport. »

MESURES DISCRIMINATOIRES ET INTERPRÉTATIONS RESTRICTIVES

Depuis lors, les Soviétiques n'ont fait que continuer à déséquilibrer en leur faveur, par des mesures discriminatoires et des interprétations restrictives de l'accord, le trafic maritime franco-soviétique — mesures et interprétations qui ont été détaillées dans une note du Comité central des ar-

mateurs de France le 26 septembre 1985 (5), que nous résumons ci-dessous.

D'une part, les grands contrats proposés par les Soviétiques et relatifs aux produits pétroliers, aux tubes du gazoduc, voire aux céréales, impliquent que les livraisons ne passent pas par les lignes régulières. D'autre part, les Soviétiques font transiter par des ports étrangers (où ils sont chargés exclusivement sur des navires soviétiques) plus de la moitié des produits ayant vocation à être transportés sur les navires des services combinés, d'où des détournements de trafic préjudiciables aussi aux ports français. Au surplus, la quasi-totalité des biens d'équipement destinés à l'URSS doivent maintenant être transportés sur des navires remontant les voies fluviales de l'Union soviétique, voies dont l'accès est rigoureusement interdit à tout navire étranger. Enfin, les responsables soviétiques ont imposé des tarifs particulièrement bas sur le transport par conteneurs, ce qui en a exclu les armements français.

Comme si ces mesures discriminatoires, restées sans riposte du côté français, ne suffisaient pas, les Soviétiques les ont doublées d'interprétations singulièrement restrictives de l'accord de 1967. Ainsi ont-ils unilatéralement considéré que seules relevaient de cet accord les marchandises chargées dans les ports de lignes régulières : Le Havre et Dunkerque pour la Compagnie générale maritime (CGM) et Marseille pour la Compagnie Méridionale de Navigation (CMN). Et encore ces marchandises doivent-elles être chargées sur les seuls navires de ligne reconnus comme tels par les Soviétiques.

S'étant rendus maîtres de l'acheminement (on va voir plus loin par quels autres subterfuges), il est devenu loisible aux Soviétiques d'envoyer les marchandises françaises destinées à l'URSS dans des ports secondaires ou étrangers pour les placer, selon leur propre interprétation, hors du service combiné, donc hors de l'accord. **A ce titre, la moitié, voire les deux tiers du trafic des lignes régulières ont peu à peu été détournés des grands ports français, au profit surtout d'Anvers et de Rotterdam.**

Enfin, les Soviétiques jouent également sur la nature des marchandises à transporter et ils choisissent à leur convenance celles qui relèvent ou non du trafic de ligne, donc de l'accord.

LA MAÎTRISE TOTALE DE L'ACHEMINEMENT

Pour s'assurer la totale maîtrise des trafics maritimes bilatéraux, les Soviétiques ont mis en place, en France même, un système complet de contrôle, voire de réalisation de l'ensemble des prestations à terre qui prolongent le transport maritime.

(3) Pierre Loygue, « *Les relations commerciales de la France avec les pays de l'Europe de l'Est à commerce d'État* », rapport présenté au Conseil économique et social le 8 juin 1976 (*Journal officiel*, avis et rapports du C.E.S., 22 octobre 1976, p. 1038).

(4) Un contrat FOB implique une vente dont la livraison est prévue à bord du navire. Un prix CIF (ou bien CAF en français) inclut la valeur de la marchandise, le coût de l'assurance et celui du transport maritime.

(5) Comité central des armateurs de France, « *La crise des échanges maritimes franco-soviétiques* », 26 septembre 1985.

Ils ont d'abord institué la pratique systématique des achats FOB et des ventes CAF (6), ce qui met automatiquement les entreprises soviétiques en position de donneurs d'ordres pour l'organisation du transport, le choix du port et de l'armateur, etc.

Les Soviétiques ont également créé, en France comme d'ailleurs dans maints autres pays occidentaux, des agences représentant les intérêts maritimes soviétiques. Généralement à capitaux mixtes, mais toujours à majorité et sous contrôle soviétique, elles ont pour objet officiel d'assurer la représentation des armements soviétiques et de suivre leurs escales. En réalité, elles orientent les marchandises du commerce bilatéral vers les ports et les navires de leur choix et elles sélectionnent souverainement les frêts. Tout ceci, évidemment, au mieux des seuls intérêts soviétiques. Ces agences sont, en France, les sociétés SAGMAR et SOVCHART.

Avec les années, les autorités soviétiques du commerce extérieur se sont ainsi mises en mesure d'intervenir dans toutes les prestations de services à fournir entre les usines où les produits sont fabriqués et les ports où ils sont embarqués, puis entre les ports où ils sont débarqués et les lieux des destinations. Cette intervention se fait en France par le biais de la société de transit TECHMAR, qui est étroitement contrôlée par la SAGMAR. Elle intervient non seulement dans le transit, mais aussi dans les transports terrestres, les stockages et les manutentions portuaires, et même, à présent, dans l'emballage industriel.

Cette mainmise progressive des Soviétiques sur l'ensemble de la chaîne de transport leur permet pratiquement aujourd'hui d'offrir de manière systématique aux opérateurs français du commerce extérieur des conditions « depuis départ usine » à l'exportation, et « livré domicile » à l'importation – d'où la possibilité d'accroître leur pression sur les termes de la vente.

Pour donner une idée de l'ampleur du déséquilibre qui s'est ainsi peu à peu instauré au profit de l'URSS dans le trafic maritime franco-soviétique, il suffit de signaler **qu'actuellement, quinze ressortissants soviétiques travaillent directement en France pour le compte de la marine marchande soviétique, tandis qu'un seul Français représente les armateurs français en URSS.**

LA PLATE-FORME D'ANVERS

Les détournements de trafic opérés par les Soviétiques au détriment des armateurs et des ports français n'auraient pas pu avoir lieu, au profit d'Anvers notamment, si les Soviétiques n'avaient investi dans le grand port flamand des sommes considérables, destinées à la constitution d'un terminal portuaire privé : « *Transworld Marine Agency.* » Ce vaste terminal a été conçu pra-

tiquement pour toutes les techniques de transport maritime et terrestre, ainsi que pour le stockage et la distribution.

Or le rôle de ce terminal ne consiste pas seulement à servir de plate-forme ouest-européenne pour le commerce extérieur soviétique, en drainant des marchandises de tous les pays limitrophes, au détriment des commerces nationaux. Il est aussi utilisé pour faire pression sur tous les prestataires de services qui interviennent dans la chaîne de transport, en leur opposant des références tarifaires liées à l'activité de ce terminal, et évidemment incontrôlables.

LES SOVIÉTIQUES S'EXPLIQUENT

Pendant des années, les armateurs français ont protesté contre cette évolution du transport maritime URSS-France, si contraire aux intérêts de la France, et ils ont demandé qu'à l'accord de 1967 soit substitué un engagement dont les termes ne puissent être interprétés à leur façon par les Soviétiques. En vain. A l'automne 1985, toutefois, ces derniers sentirent venir la menace d'une dénonciation de l'accord et ils tentèrent de défendre leur position – en fait, de gagner du temps. Ils agirent par le biais d'un entretien accordé à un collaborateur du *Journal de la marine marchande* (7) par le vice-ministre chargé des relations extérieures au ministère soviétique de la marine marchande, Igor Averin, accompagné du représentant en France des armements de la navigation maritime de l'URSS, Valentin Kourov. Leurs arguments, quand il ne s'agit pas de contre-vérités flagrantes aisées à démontrer, ne résistent toutefois pas à la critique.

Ainsi, à propos d'un contrat dit « programme d'Astrakan », ils expliquent que « *les matériaux et matériels destinés à ce projet et fabriqués en France représentaient en 1985 1 000 tonnes en colis lourds ou encombrants et 8 000 tonnes de marchandises conventionnelles. Ces tonnages, en sortie de Marseille, doivent rejoindre le site d'implantation via la mer Noire et le canal Don-Volga.* ».

(En réalité, les tonnages de marchandises concernés par ce contrat ne sortent pas seulement par Marseille. On a répertorié la même quantité de matériaux en sortie par les ports du Nord et c'est au total de plus de 16 000 tonnes de matériel qu'il faut parler, non de 8 000.)

Les Soviétiques poursuivent :

« *L'organisme importateur et les chargeurs sont convenus, afin d'éviter les frais et les risques de transbordement, surtout pour les colis lourds, d'utiliser des navires fluvio-maritimes. Or les deux armements, l'un soviétique, Black Sea Steamship (BSS), l'autre français, la Compagnie méridionale de navigation (CMN), ne disposent pas de semblables unités et les importateurs ont fait appel à un armement spécialisé soviétique.* »

(6) Voir note 4.

(7) *Journal de la marine marchande*, 14 novembre 1985, pp. 2718 et 2719.

(En réalité, la partie soviétique a introduit la technique mer-rivière sans consultation des compagnies françaises membres du service combiné. Et celles-ci ont été mises dans l'impossibilité de proposer des moyens de transport français (transporteurs de colis lourds, navires mer-rivière), non pas du fait de leur incapacité technique à trouver des unités adaptées, mais en raison de la législation soviétique qui interdit aux navires étrangers, on l'a vu plus haut, la navigation sur les eaux intérieures de l'URSS.)

Les deux interlocuteurs du *Journal de la Marine Marchande* disent encore :

« *La Compagnie méridionale de navigation a demandé une compensation dans le cadre de son accord avec la Black Sea Steamship pour le partage 50/50 des cargaisons. Les Soviétiques ne sont pas opposés au principe, mais les négociations qui ont eu lieu à Moscou n'ont pas abouti, car chaque armateur a campé sur ses positions : CMN demandant une compensation équivalant à 50 % du contrat et BSS faisant valoir que l'accord de répartition concernait uniquement le trafic de et vers Odessa, qu'il ne couvrait donc pas ce transport. En outre, BSS voulait dissocier la partie colis lourds puisque de toute manière, aucun des armements n'était en mesure d'en effectuer le transport.* »

(En réalité, devant ce détournement de trafic qui prive le service combiné d'une part substantielle de son marché, les armements français ont demandé une compensation de manière à assurer à ce service un trafic minimum permettant l'exploitation de navires français dans des conditions normales de rentabilité. La partie soviétique a opposé un refus à cette demande et la situation des lignes est devenue déficitaire, posant à très court terme la question de leur survie. Et l'on ne peut, comme le fait Igor Averin, présenter cette affaire comme une pure négociation commerciale entre la Black Sea Steamship Company et la Compagnie méridionale de navigation, puisque tous les partenaires du service combiné ont été écartés de ce contrat Astrakan au profit d'un nouvel opérateur, soviétique naturellement.)

Dernier et curieux argument avancé par Igor Averin : il n'accepte pas « *ce qui s'est passé en 1984 pour le pétrole par exemple : sur 10 Mt de pétrole soviétique livré à la France, 2,5 Mt étaient traitées en FOB ports soviétiques, donc contrôlés par la France. Or pas une tonne n'a été livrée par un navire de pavillon français, mais la totalité a été transportée sur des navires tiers affrétés.* »

« *C'est très clair : on peut répartir les cargaisons sous les contrôles de l'un ou l'autre État, mais elles doivent voyager sur un navire du pavillon de cet État exclusivement.* »

Curieux argument, en effet, et qui en dit long sur le mépris affiché par les Soviétiques envers leurs interlocuteurs occidentaux. Car il ne saurait impressionner que ceux qui ignorent tout du transport maritime international. Le recours à des

navires battant pavillon étranger, loin d'être « illite », comme le prétend Igor Averin, constitue en fait une pratique normale pour les armements qui opèrent aux conditions du marché international.

Les Soviétiques le font d'ailleurs eux-mêmes très largement, notamment en passant chaque année avec l'armement grec des accords de campagne couvrant de très importants tonnages. Et ils interdiraient à leurs partenaires français de faire de même !

*
**

Quelle est, aujourd'hui, la situation ? Au cours des derniers mois et à la suite des mises en garde répétées des armateurs, puis des pouvoirs publics français, une très légère amélioration a été enregistrée pour le transport des céréales françaises destinées à l'URSS. Au contraire, pour les autres produits, notamment pour le pétrole soviétique exporté vers la France, **le déséquilibre au profit de l'URSS a continué à s'aggraver.**

En décembre 1985, le ministre français des Relations extérieures, las des atermoiements des Soviétiques, leur a donné jusqu'au 31 janvier 1986 pour proposer des mesures concrètes permettant une répartition plus équilibrée du trafic. Courant janvier, sa collègue chargée du commerce extérieur est revenue à la charge à Moscou même. En vain. Si bien que début février, l'ambassadeur de France à Moscou a déposé un préavis de dénonciation de l'accord de 1967 : celui-ci sera caduc à l'issue d'une période de six mois si les autorités soviétiques n'ont pas présenté des propositions propres à rétablir l'équilibre entre les pavillons soviétique et français.

C'est alors que l'ambassade de l'URSS à Paris a publié le communiqué évoqué au début de cet article. L'argumentation de l'ambassade tourne en fait autour d'un seul point : des conversations étaient en cours depuis avril 1985 au sujet du problème du trafic maritime « *soulevé par la partie française (...)* Il fallait donc continuer les pourparlers. Or la partie française a préféré, semble-t-il, s'orienter non pas vers la recherche d'une solution, mais dans le sens de la rupture de l'accord. »

Le communiqué fait en outre état d'une réponse soviétique à la lettre du ministre français des Relations extérieures de décembre 1985, évoquée plus haut, et explique :

« *... comme les faits l'ont démontré, la partie française n'a pas voulu prendre en compte la réponse qui a été donnée à la lettre du ministre français des Relations extérieures, refusant ainsi de suivre la voie des négociations, ce qui se trouve en désaccord avec l'orientation générale des relations entre nos deux pays qui est celle du développement de la coopération mutuellement avantageuse.* »

Passons sur l'avant-dernier mot de ce paragraphe, qui témoigne surtout de l'ironie méprisante des négociateurs soviétiques envers leurs in-

terlocuteurs français. Les responsables du commerce extérieur de l'URSS ont enfreint les termes d'un accord qu'ils ont signé en 1967. Pendant des années, ils n'ont pas répondu aux demandes de leur partenaire tendant au respect de cet accord. Et lorsque ce partenaire, au bout de dix-neuf années d'un dialogue de sourds, veut prendre acte que l'accord est devenu caduc, les

Soviétiques l'accusent de ne pas « suivre la voie des négociations » et lui font porter la responsabilité de la rupture.

Belle leçon pour ceux qui croient possible de négocier normalement avec les dirigeants soviétiques lorsqu'on les a laissés, des années durant, acquiescer chez soi une position de force !

Hervé LE GOFF

LES COMMUNISTES ET LA CRISE POLITIQUE DES PHILIPPINES

Autrefois, dès qu'une situation trouble se présentait dans un pays européen, on s'interrogeait de divers côtés sur le rôle des communistes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, pour une double raison : il y a de moins en moins de situations troubles en Europe occidentale et les partis communistes y sont de plus en plus marginalisés. Mais la question est devenue des plus actuelles dans trois autres continents : l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, avec cette circonstance aggravante que pour de multiples raisons, il est plus difficile encore de voir clair dans ces régions qu'autrefois en Europe occidentale.

Les Philippines, pays entré dans une actualité brûlante depuis plusieurs mois, représentent un exemple typique à cet égard. La difficulté inhérente au tiers monde se complique d'ailleurs par des difficultés propres aux Philippines. D'une part, le pays ne compte pas un seul, mais deux partis communistes ; d'autre part, la diplomatie de l'URSS, considérée en tant que grande puissance mondiale, ne coïncide pas forcément avec la tactique des deux partis communistes rivaux. L'action communiste aux Philippines ne s'apparente donc pas à un Janus aux deux visages, car elle en compte trois !

PREMIER ASPECT : LA CORDIALITÉ ENTRE MARCOS ET MOSCOU

A première vue, la politique de Moscou ne devrait prêter à aucune équivoque : l'importance stratégique des Philippines et les liens plus qu'étroits unissant Manille à Washington auraient dû constituer une raison suffisante, pour Moscou, de clouer au pilori, depuis fort longtemps, le général Marcos, « valet de l'impérialisme américain », et de soutenir un quelconque « Front national et démocratique » formé pour combattre ce militaire au pouvoir depuis novembre 1965. Or, tel n'est pas le cas.

Il est vrai que Marcos a établi des relations diplomatiques normales avec Moscou en juin 1976, mais depuis lors, ces relations n'ont pas

cessé de s'améliorer. En octobre 1982, les villes de Moscou et Manille procédèrent à leur jumelage et en juillet 1984, Mme Marcos fut décorée par Moscou pour sa « contribution aux échanges culturels et à la cause de l'amitié soviéto-philippine ». (« Moscou and Manilla », *Radio Liberty Research*, 22 novembre 1985). En avril 1983, Mikhael Kapitsa, ministre-adjoint des Affaires étrangères de l'URSS, fut cordialement reçu à Manille et dans ses discours, il proposa l'accroissement des échanges diplomatiques, commerciaux et culturels. Dans un domaine, mais unilatéralement, un accroissement eut d'ailleurs lieu, celui du personnel « diplomatique » de l'URSS : en 1983/1984, il s'accrut de 50 % passant de 60 à 90 membres. Un « diplomate » nommé en avril 1984 à Manille fut tout particulièrement remarqué, Boris Smirnov, premier secrétaire de l'ambassade soviétique. Il s'était déjà fait connaître au poste « diplomatique » qu'il occupait précédemment à Tokyo, lorsqu'il réussit, en 1976, à placer dans la presse japonaise le « testament » de Tchou-En-Lai - cas typique, bien entendu, de désinformation. (« *1985 Yearbook on International Communist Affairs* » Hoover Institution Press).

Ces amabilités réciproques continuèrent tout au long des années 1984 et 1985. Ainsi, du 30 novembre au 4 décembre 1984, eut lieu, sous le patronage du Conseil mondial de la paix et du Comité philippin pour la paix, la première « Conférence internationale pour la paix et la sécurité dans le Pacifique et en Asie de l'Est ». En août 1985, l'ambassadeur soviétique à Manille remit à Marcos une « Médaille jubilaire du Présidium de l'URSS », en hommage à son rôle dans la résistance philippine contre l'occupant japonais pendant la guerre. (Depuis lors, une enquête effectuée par le Pentagone a rendu plus que douteuse l'authenticité des « certificats » de résistance de Marcos). En automne 1985, Mme Marcos se rendit à nouveau en URSS (c'était sa septième visite) où elle signa un nouvel accord culturel soviéto-philippin.

Après la crise ouverte en février de cette année, à la suite de la réélection de Marcos, les Soviétiques se rangèrent ouvertement dans le camp de ce dernier. Ainsi, le 19 février, douze

jours après le vote, le premier message étranger de félicitations reçu par Marcos émana du Présidium soviétique. Et à cette occasion, le nouvel ambassadeur soviétique, Vadim Chabaline, fut reçu par Marcos dans son palais présidentiel. Le 21 février, la « Pravda » prit publiquement fait et cause pour Marcos, écrivant que « toutes les considérations sur la défense de la démocratie, la lutte contre la corruption et pour la justice ne servent qu'à camoufler l'objectif principal de Washington, qui est de maintenir ses positions aux Philippines et de s'assurer des moyens de pression sur ce pays ». L'agence TASS abonda dans le même sens, allant jusqu'à prêter l'intention à certains membres du Congrès américain de vouloir organiser l'assassinat de Marcos, alors que « cet homme est capable de stabiliser la situation dans le pays sans dépendre de l'aide américaine ».

L'attitude de Moscou n'est pas difficile à expliquer. Pour les Soviétiques, l'ennemi principal reste l'Amérique du Nord et par conséquent, toute occasion est bonne de lui porter préjudice et de l'affaiblir. Dès que se présente une aggravation des contradictions dans le monde capitaliste, l'objectif prioritaire consiste à soutenir l'adversaire des Etats-Unis. Marcos devenait donc l'allié objectif de l'Union soviétique, évolution d'autant plus importante que le rôle des Philippines dans le dispositif stratégique nord-américain est capital. Quant à l'attitude de Marcos, elle manque aussi d'originalité : depuis plus de soixante-cinq ans, plus précisément depuis l'accord conclu entre Mustafa Kémal et Lénine en 1921, innombrables sont les dictateurs qui ont pratiqué en même temps l'amitié avec Moscou en politique extérieure et, en politique intérieure, la mise hors la loi du P.C. local.

DEUXIEME ASPECT : UNE OPPOSITION « CONSTRUCTIVE »

L'ancienneté du PC philippin remonte à loin (il a été fondé en 1930), mais ses effectifs actuels se réduisent à peu de choses, les estimations variant de quatre à sept-cents membres. Ses principaux chefs sont deux septuagénaires : Felicísimo C. Macapagal, secrétaire général et José Lava, ex-secrétaire général, actuellement représentant du Parti à la rédaction de la revue « Problèmes de la paix et du socialisme » à Prague. Les effectifs squelettiques du Parti et l'âge avancé de ses principaux dirigeants font de lui un groupuscule entièrement soumis à Moscou et très peu influent dans le pays. Son audience est restée faible en dépit de la tolérance pratiquée à son égard par le régime de Marcos, qui officiellement a maintenu l'interdiction du Parti, mais qui, pratiquement, lui a accordé une semi-légalité.

Docile à l'égard de Moscou, le P.C. des Philippines ne pouvait pas se montrer très hostile envers Marcos. Cette non-hostilité remonte d'ailleurs à loin : en 1972, lors de la proclamation de la loi martiale par Marcos, le P.C., par la bouche

de José Lava, alors secrétaire général, déclara que ceux qui étaient visés par cette loi n'étaient pas d'« authentiques révolutionnaires (lire : les membres du PC), mais des maoïstes, les cléro-fascistes et des politiciens à la solde de la C.I.A., comme le sénateur Benigno Aquino ». Ces dernières années, plus la situation se détériorait aux Philippines, plus il apparaissait clair que, pour le P.C., l'ennemi principal intérieur n'était pas Marcos. Autre fait notable : des textes officiels du P.C. des Philippines étaient souvent reproduits dans le « Bulletin d'Information » publié par les Soviétiques à Prague. Moscou approuvait donc cette politique de non-hostilité envers Marcos.

Principale caractéristique des textes officiels en question, paraphés, sinon dictés par Moscou : Marcos n'y était jamais pris à parti, pas même mentionné, toutes les attaques étant dirigées contre les Etats-Unis. Dans le « Projet de programme de l'unité nationale et de la réconciliation », publié en mars 1984 (et reproduit dans Bulletin d'information, n° 12, 1984), dès le début on parlait de Marcos en termes indirects, mais révérencieux : « En avançant le présent Projet de programme de l'unité nationale et de la réconciliation, le Parti communiste des Philippines apporte sa contribution à ce dialogue ». Mais une phrase plus loin, le programme devenait très net sur son but principal : « La première conclusion qui s'impose à la suite de l'expérience engagée par les Philippines depuis l'accession en 1946 à l'indépendance politique formelle, réside dans le fait que la politique de dépendance imposée aux Philippines par les Etats-Unis et à laquelle se sont tenus tous les gouvernements de notre pays, y compris le régime en place, a fait faillite ».

En prévision des élections, fixées au 14 mai 1984, le secrétaire général du P.C. Felicísimo C. Macapagal fit une déclaration (reproduite également par le bulletin de Prague) dans laquelle, une fois de plus, ne figurait nulle part le nom de Marcos, ni d'appel à voter contre lui. En revanche, un autre point était très précis : « Il convient d'utiliser tous les moyens et possibilités afin de faire comprendre aux masses que l'impérialisme est leur ennemi numéro un ».

L'assassinat, l'année précédente (21 août 1983), de Benigno S. Aquino, ne devait pas produire beaucoup d'émotion ni d'indignation à la

Branko LAZITCH

**L'ECHEC
PERMANENT**

L'Alliance communiste-socialiste

**Editions Robert Laffont
Paris**

tête du Parti. Ce n'est que dans les mois suivants que sa direction se rendit compte de l'étendue de l'opposition à Marcos dans l'opinion publique nationale et internationale et, par voie de conséquence, de la nécessité de se démarquer de lui. Une déclaration (publiée dans le « *Bulletin* » de Pragues, n° 1, 1985) condamna l'assassinat : « *Dans la réaction devant l'assassinat d'Aquino, le PC des Philippines discerne une nette condamnation du terrorisme politique. Le Comité central du Parti partage et appuie entièrement une telle position* ». Mais la déclaration n'appellait pas à la lutte pour renverser Marcos ; bien au contraire, elle lui suggérait de procéder à des réformes : « *Le régime doit prendre avant tout les mesures suivantes...* ». Suivaient dix mesures de « *revendications minimales* ».

TROISIÈME ASPECT : L'INSURRECTION ARMÉE

Les communistes philippins possèdent déjà une solide tradition de la lutte armée. La première fois, ce fut pendant la Deuxième guerre mondiale et l'occupation du pays par les Japonais. A l'instar des « *partis frères* » dans les pays occupés de l'Europe et de l'Asie, les communistes philippins pratiquèrent la tactique du Front national et son expression militaire, les partisans armés. Ils fondèrent, dès 1942, une « *Armée populaire anti-japonaise* » (en abrégé : Huks), élargirent leur activité au cours des années suivantes, mais ne furent pas officiellement reconnus par les Américains lors de la libération des Philippines.

La deuxième tentative d'action insurrectionnelle eut lieu en 1950, sur la lancée du stalinisme victorieux en Europe orientale et du maoïsme triomphant en Chine. Leur « *Armée populaire de libération* » déploya une activité sérieuse de guérilla de 1950 à 1953, mais en 1954, elle subit des coups dont elle ne se relèvera plus.

La troisième tentative insurrectionnelle se déroule actuellement. Elle est la conséquence directe de la scission intervenue en 1968 chez les communistes et de la formation d'un deuxième Parti, qui, pour se distinguer de l'ancien, fait suivre son appellation du qualificatif : « *marxiste-léniniste* ». En gros, si l'ancien Parti communiste restait d'obédience soviétique, le nouveau Parti marxiste-léniniste insistait sur ses origines pro-maoïstes. Mais les troubles consécutifs à la Révolution culturelle, puis à la mort de Mao, avaient modifié fondamentalement les données politiques, y compris l'engagement de Pékin en faveur de « *camarades marxistes-léninistes* » à l'étranger. La principale ligne de partage entre l'ancien et le nouveau P.C. des Philippines réside dans le fait que le premier avait misé sur la priorité de l'action politique et le second, sur les méthodes révolutionnaires et violentes. Le moment décisif remonte à 1980, quand le P.C. marxiste-léniniste opta pour la reprise de la lutte par la voie terroriste et insurrectionnelle. Depuis lors, le Parti

(fort de 7 000 membres environ) et sa « *Nouvelle Armée populaire* » (10 000 à 12 000 rebelles) n'ont pas cessé de développer leur activité.

Toute l'année 1984 a donc été marquée par de très nombreux affrontements entre insurgés et soldats de Marcos. Bien entendu, les communiqués des uns et des autres étaient toujours totalement contradictoires. Néanmoins, cette activité croissante n'est pas contestable. Dès le début de cette année-là (selon *Yearbook on International Communist Affairs*), la Nouvelle Armée populaire s'efforça de resserrer les liens entre les forces de guérillas des campagnes et les forces terroristes des agglomérations urbaines. En avril de la même année, le haut-commandement de la Nouvelle Armée populaire décida de ne plus se limiter à des petites unités de guérillas (3 à 9 hommes armés), mais de former dans certaines régions des unités comptant jusqu'à 200 partisans armés. En mai 1984, mois des élections parlementaires, le seul jour des élections les partisans tuèrent soixante soldats. Le mois suivant, en juin, la Nouvelle Armée populaire se félicita d'avoir tué, au cours du premier semestre, cinquante-six personnalités politiques ou militaires. En octobre, le communiqué du gouvernement Marcos publiait ces chiffres officiels : l'armée insurrectionnelle, depuis sa naissance jusqu'à octobre 1984, avait causé la mort de 6 000 soldats, dont 1 600 durant les neuf premiers mois de 1984.

Face à ce développement considérable de l'action insurrectionnelle, se pose la double question de l'origine de ses ressources militaires et de sa référence idéologique. Pour les ressources militaires, on sait qu'une guérilla ne peut pas produire elle-même des armes et des munitions et doit avoir un fournisseur étranger. Lequel en la circonstance ? Pour la référence idéologique, l'incertitude est moindre. Le 2 janvier 1986, « *Far Eastern Economic Review* » a publié l'interview d'un dirigeant communiste, Satur Ocampo, qui a dit : « *Je pense qu'il existe une expérience suffisante pour tirer des enseignements du développement en Union soviétique, en Chine, au Vietnam et particulièrement au Nicaragua... En observant comment le Nicaragua aurait pu évoluer s'il n'y avait pas eu d'intervention américaine, je pense que nous pourrions voir là le développement d'un type de société et d'un système économique qu'on pourrait mettre en pratique aux Philippines* ».

Rien d'étonnant, dans cette optique idéologique, si les élections occupent peu de place, aussi bien au Nicaragua, où ces idées sont au pouvoir, qu'aux Philippines, où elles sont au service de l'insurrection. Rien d'étonnant non plus si les marxistes-léninistes philippins ont décidé de boycotter les élections présidentielles du 7 février et les ont qualifiées (selon un texte publié par le quotidien d'opposition « *Daily Inquirer* ») de « *compétition électorale bruyante, mais sans importance, opposant des réactionnaires locaux entre eux* ».

Branko LAZITCH

27^e congrès du P.C.U.S.

BILAN D'UNE TRANSITION

Du 3 mars 1981, date de clôture du XXVI^e congrès du PCUS, au 25 février 1986, ouverture des travaux du XXVII^e congrès, la composition du politburo et du secrétariat du comité central a considérablement changé. A l'heure où la nouvelle direction s'installe dans des instances renouvelées par le congrès, il nous a semblé digne d'intérêt de faire le bilan de la transition et d'analyser la constitution de l'équipe dirigeante qui a préparé le congrès qui vient de s'achever. En d'autres termes, d'examiner comment s'est effectué, au niveau des dirigeants, le passage de l'époque brejnévienne à l'ère néo-technocratique de M. Gorbatchev. Ont donc été exclus de cette analyse tous les événements postérieurs au 25 février 1986.

Quatorze membres titulaires et huit suppléants pour le Politburo, dix secrétaires du Comité central, au total 26 personnes en raison, pour six d'entre elles, du cumul des fonctions de secrétaire et de membre du Politburo : telle était la composition des plus hautes instances du parti soviétique en mars 1981.

A la veille du XXVII^e congrès, ces mêmes instances ne comptaient plus que onze membres titulaires du Politburo, sept suppléants et huit secrétaires du Comité central (soit vingt-deux personnes). Baisse d'effectifs qui devait permettre l'entrée de nouvelles personnalités à l'issue du XXVII^e congrès.

Sur les vingt-six dirigeants de 1981 (voir notre tableau), treize seulement (50 %) ont traversé sans encombre le onzième quinquennat. Sept ont conservé leurs positions de départ (Vladimir Chtcherbitski, Dinmoukhamed Kounaïev, Petr Demitchev, Vassili Kouznetsov, Boris Ponomarev, Ivan Kapitonov et Mikhaïl Zimianine). Six ont fait l'objet de promotions (Mikhaïl Gorbatchev et Andréi Gromyko sont parvenus à la tête du parti et de l'Etat. Gueïdar Aliev, Edouard Chevardnadze et Mikhaïl Solomentsev sont passés de suppléants à titulaires, Vladimir Dolguikh est devenu suppléant).

Parmi les titulaires, seuls restent quatre sur quatorze (29 %) : Gorbatchev, Gromyko, Chtcherbitski et Kounaïev. Il y a eu six décès (Brejnev, Andropov, Oustinov, Pelche, Souslov et Tchernenko), trois limogeages (Kirilenko, Romanov et Grichine) et une mise à la retraite avec les honneurs (Tikhonov). Il faut noter que trois de ces quatre départs se sont effectués au cours des huit derniers mois (sous Gorbatchev). Seul le départ de Kirilenko a eu lieu sous Brejnev.

La survie parmi les suppléants est supérieure puisque six sur huit (75 %) ont conservé leur poste ou fait l'objet de promotions.

En 1981, cinq des dix secrétaires du CC siégeaient au Politburo comme titulaires : Brejnev, Gorbatchev, Kirilenko, Souslov et Tchernenko. Ponomarev cumulait ses fonctions avec celles de suppléant. Vladimir Dolguikh, Ivan Kapitonov, Konstantin Roussakov et Mikhaïl Zimianine étaient secrétaires.

En février 1986, sur les huit secrétaires, deux seulement étaient titulaires du Politburo (Gorbatchev et Ligatchev) et deux étaient suppléants (Dolguikh et Ponomarev). Quatre ne cumulaient pas : Kapitonov, Viktor Nikonov, Lev Zaïkov et Zimianine. Roussakov est parti à la retraite pour des raisons de santé peu avant le congrès. D'autre part, deux secrétaires ont changé de secteur d'activité pendant le quinquennat : fin 1983, Kapitonov est passé des départements organisationnels aux départements économiques ; son successeur, Ligatchev, nommé à l'organisation du travail du parti en décembre 1983, supervise le secteur idéologique depuis avril 1985.

La mobilité réelle au secrétariat a été supérieure à ce qui apparaît de cette comparaison. Quatre secrétaires ont eu une carrière éphémère entre les deux congrès : Andropov, entré au secrétariat pour succéder à Souslov et superviser les départements idéologiques en mai 1982 (jusqu'à sa nomination au secrétariat général en novembre de la même année) ; Nikolai Ryjkov, qui prit en novembre 1982 la tête d'un nouveau département des réformes économiques (il quitta le secrétariat au moment de sa nomination comme chef du gouvernement en septembre 1985) ; Gregori Romanov, nommé en juin 1983 à la tête des départements de l'industrie de Défense (destitué le 1^{er} juillet 1985) ; Boris Ieltsine, secrétaire chargé de la construction, de juillet 1985 à février 1986, date de son entrée au Politburo comme suppléant après sa nomination comme 1^{er} secrétaire du comité du parti de la ville de Moscou.

*
**

Dans l'ensemble, trois phénomènes sont à remarquer dans l'évolution des instances dirigeantes :

1) Le faux problème du rajeunissement. La moyenne d'âge de l'ensemble Politburo-secrétariat est passée de 67,8 ans en mars 1981, à 66,1 ans en

**Composition du Politburo et du secrétariat
à la veille du XXVII^e congrès du PCUS
(février 1986)**

Nom	Entrée au BP	Fonctions en février 1986
1) Mikhaïl Gorbatchev (1931)	1980	Secrétaire général (1985)
2) Gueïdar Aliev (1923)	1982	1 ^{er} Vice-Président du Conseil des ministres (1983).
3) Edouard Chevardnadze (1928)	1985	Min. Affaires étrangères (1985)
4) Vladimir Chtcherbitski (1918)	1971	1 ^{er} sec. PC d'Ukraine (1972)
5) Andréi Gromyko (1909)	1973	Président du Praesidium
6) Dinmoukhamed Kounaïev (1912)	1971	1 ^{er} sec. PC du Kazakhstan (1964)
7) Iégor Ligatchev (1920)	1985	Secrétaire du CC du PCUS (1983)
8) Nikolai Ryjkov (1929)	1985	Président du Conseil des ministres (1985)
9) Mikhaïl Solomentsev (1913)	1983	Président du Comité de contrôle du parti (1983)
10) Viktor Tchebrikov (1923)	1985	Président du KGB (1982)
11) Vitali Vorotnikov (1926)	1983	Président du Conseil des ministres de RSFSR (1983)
Suppléants :		
1) Petr Demitchev (1918)	1964	Ministre de la Culture (1974)
2) Vladimir Dolguikh (1924)	1982	Secrétaire du CC du PCUS (1972)
3) Boris Ieltsine (1930)	1986	1 ^{er} sec. Gorkom de Moscou (1985)
4) Vassili Kouznetsov (1901)	1977	1 ^{er} Vice-Président du Praesidium du Soviet suprême (1977)
5) Boris Ponomarev (1905)	1972	Secrétaire du CC du PCUS. (1961)
6) Sergueï Sokolov (1911)	1985	Ministre de la Défense (1984)
7) Nikolai Talyzine (1929)	1985	1 ^{er} Vice-Président du Conseil des ministres, Président du Gosplan (1985)
Secrétariat du CC :		
1) Mikhaïl Gorbatchev	1978	Secrétaire général
2) Iégor Ligatchev	1983	Idéologie
3) Vladimir Dolguikh	1972	Industrie lourde
4) Boris Ponomarev	1961	Département international
5) Ivan Kapitonov (1915)	1965	Economie
6) Viktor Nikonov (1929)	1985	Agriculture
7) Lev Zaïkov (1929)	1985	Industrie de Défense
8) Mikhaïl Zimianine (1914)	1976	Culture

**Composition du Politburo et du Secrétariat
au lendemain du XXVI^e Congrès du PCUS (mars 1981)**

Nom	séjour au BP	Fonctions en mars 1981
1) Léonide Brejnev (1906)	1957-1982 (+)	Secrétaire général (1964), Président du Praesidium du Soviet Suprême (1977)
2) Iouri Andropov (1914)	1973-1984 (+)	Président du KGB (1967)
3) Vladimir Chtcherbitski (1918)	1971-	1 ^{er} sec. PC d'Ukraine (1972)
4) Mikhaïl Gorbatchev (1931)	1980-	Secrétaire du CC du PCUS (1978)
5) Viktor Grichine (1914)	1971-1985 (L)	1 ^{er} sec. Gorkom de Moscou (1967)
6) Andréï Gromyko (1909)	1973-	Min. Affaires étrangères (1957)
7) Andréï Kirilenko (1906)	1062-1982 (L)	Secrétaire du CC du PCUS (1966)
8) Dinmoukhamed Kounaïev (1912)	1971-	1 ^{er} sec. PC du Kazakhstan (1964)
9) Dimitri Oustinov (1908)	1976-1984 (+)	Ministre de la Défense (1976)
10) Arvid Pelche (1899)	1966-1983 (+)	Président du comité de contrôle du parti (1966).
11) Gregori Romanov (19023)	1976-1985 (L)	1 ^{er} sec. Obkom de Leningrad (1970).
12) Mikhaïl Souslov (1902)	1955-1982 (+)	Secrétaire du CC du PCUS (1947)
13) Konstantin Tchernenko (1911)	1978-1985 (+)	Secrétaire du CC du PCUS (1976)
14) Nikolaï Tikhonov (1905)	1980-1985 (R)	Président du Conseil des ministres (1980)
Suppléants :		
1) Gueïdar Aliev (1923)	1976-1982 (P)	1 ^{er} sec. PC d'Azerbaïdjan (1969)
2) Edouard Chevardnadze (1928)	1978-1985 (P)	1 ^{er} sec. PC de Georgie (1972)
3) Petr Demitchev (1918)	1964-	Ministre de la Culture (1974)
4) Tikhon Kisseliev (1917)	1980-1982 (?)	1 ^{er} sec. PC de Biélorussie (1980)
5) Vassili Kouznetsov (1901)	1977-	1 ^{er} Vice-Président du Praesidium du Soviet suprême (1977)
6) Boris Ponomarev (1905)	1972-	Secrétaire du CC du PCUS (1961)
7) Charaf Rachidov (1917)	1961-1983 (+)	1 ^{er} sec. PC d'Ouzbekistan (1959)
8) Mikhaïl Solomentsev (1913)	1971-1983 (P)	Président du Conseil des ministres de RSFSR (1971)
Secrétariat du CC :		
1) Léonide Brejnev	1964-1982 (+)	Secrétaire général
2) Mikhaïl Gorbatchev	1978-	Agriculture
3) Andréï Kirilenko	1966-1982 (L)	Cadres
4) Mikhaïl Souslov	1947-1982 (+)	Idéologie
5) Konstantin Tchernenko	1976-1985 (+)	Affaires générales
6) Boris Ponomarev	1961-	Département international
7) Vladimir Dolguikh (1924)	1972-	Industrie lourde.
8) Ivan Kapitonov (1915)	1965-	Organisation du travail du parti
9) Konstantin Roussakov (1909)	1977-1986 (R)	Camp socialiste
10) Mikhaïl Zimianine (1914)	1976-	Culture

Légende des signes : (+) décédé ; (L) limogé ; (R) retraite ; (P) promu.

février 1985 : un an et demi de rajeunissement en moyenne. Si l'on ne tient pas compte des trois personnalités les plus âgées (Kouznetsov, né en 1901, Ponomarev, né en 1905 et Gromyko, né en 1909) la moyenne ne tombe qu'à 64,1 ans. En revanche, le rapport d'importance s'est inversé au profit des plus jeunes. En 1981, ceux qui détenaient le pouvoir réel, ou qui représentaient l'Etat soviétique, étaient parmi les plus âgés (Brejnev, Souslov, Kirilenko, Tchernenko, Gromyko). En février 1986, ils sont, à l'exception de Gromyko, parmi les plus jeunes (Gorbatchev, Ryjkov, Chevardnadze). Le numéro deux du parti, M. Ligatchev (né en 1920), se situe, lui, juste dans la moyenne d'âge.

2) Le raccourcissement du séjour au Comité central pour les membres du Politburo. En 1981, sur les quatorze titulaires de cette instance, douze avaient 15 ans ou plus d'ancienneté au Comité central. Dix y étaient entrés en 1961 ou avant et deux en 1966. Seuls Gorbatchev et Tchernenko avaient moins de 15 ans d'ancienneté. En février 1986, subsistent quatre « dinosaures » (Gromyko et Kounaïev, entrés au CC en 1956, Chtcherbiski

et Solomentsev, entrés en 1961). Les sept autres ont moins de 15 ans d'ancienneté au Comité central. En ce qui concerne l'ancienneté au Politburo, elle est passée de 10,5 ans en moyenne en 1981 à 5,7 ans en moyenne à la veille du XXVII^e congrès.

3) L'entrée au Politburo semble de moins en moins le couronnement d'une longue carrière. En 1981, un membre du Politburo occupait en moyenne le poste qui lui avait valu sa nomination à l'instance suprême (1^{er} secrétaire de République, président du Conseil des ministres, etc.) pendant 12,5 ans. En février 1986, l'ancienneté au poste n'était plus que de 4,9 ans en moyenne. Conséquence des limogeages en série de l'année écoulée, mais aussi de la volonté de M. Gorbatchev d'accroître la mobilité des cadres dirigeants. Précédemment, un dirigeant demeurait à vie au poste où, suivant le « principe de Peter », il avait atteint son seuil d'incompétence. Qui de M. Gorbatchev ou de l'inertie du système aura raison de l'autre ? C'est la question principale qui se pose pour le quinquennat qui commence.

Pierre LORRAIN

ATTENTION : G.R.U.

De plus en plus nombreux sont les mots qui, nés dans le pays du socialisme avancé, pénètrent dans le vocabulaire mondial : GOULAG, Kalachnikov, désinformation... En février 1986, les mass-médias français rendant compte de la nouvelle expulsion de « diplomates » soviétiques, ont employé un nouveau terme : celui de G.R.U., abréviation de « *Administration Politique d'État* ».

Le G.R.U. est un service de la police secrète soviétique que les spécialistes connaissent depuis longtemps. Son action s'est développée activement au-delà des frontières de l'U.R.S.S. dès le début des années 20, collaborant — ou rivalisant — avec deux autres organisations de renseignements : la V. TCHEKA (successivement l'OGPY, le NKVD et le KGB) et le Komintern. Ce sont des déserteurs qui, au cours des années 30, parlèrent de l'activité du G.R.U. en Occident. Les souvenirs de Walter G. Krivitsky (1), un des dirigeants du réseau d'espionnage soviétique en Europe occidentale, sont particulièrement intéressants. L'authenticité de son témoignage se trouve confirmée par le fait que, peu de temps après la sortie de son livre, en 1940, il fut assassiné. Elisabeth Poretski (2) a parlé de son mari, Ignace Reiss, un des « as » du G.R.U., exécuté en 1937 après avoir pris la déci-

sion de rompre avec son « service ». Dans les années 60, après la dénonciation par Khrouchtchev des crimes de Staline perpétrés par ces « services », on se mit à vanter les remarquables succès de ce service de police secrète. Les propagandistes soviétiques se démenèrent pour montrer qu'il n'existait pas seulement de mauvais « tchékistes » — des bourreaux et des assassins issus du N.K.V.D. — mais aussi de bons « tchékistes » issus du G.R.U. C'est au cours de ces années que naît le culte de Richard Sorge, « l'homme qui savait tout » et, par cela même, était le modèle de l'agent soviétique ; que beaucoup de livres paraissent, notamment celui qui a trait à Lev Maniévitich, le « résident » du G.R.U. en Italie et dans les autres pays européens. Tous ces récits évoquent une seule et même histoire : la création de réseaux d'informations dans les pays occidentaux, bien avant le début de la deuxième guerre mondiale. En 1982, paraissent aux États-Unis les souvenirs de Nadejda et Maia Oulanovskaïa, la veuve et la fille du « résident » soviétique du G.R.U. aux États-Unis au cours des années 30 (3). « Ulrich », dont parle le communiste américain Whittaker Chambers (4) qui démasqua le réseau d'espionnage soviétique aux États-Unis et dénonça en particulier Alger Hiss, n'est autre qu'Alexei Oula-

(1) Walter G. Krivitsky : *J'étais un agent de Staline*. Paris, Champ Libre, 1979.

(2) Elisabeth K. Poretski : *Les nôtres*. Paris, Denoël, 1969.

(3) Nadejda et Maia Oulanovskaïa : *Histoire d'une famille*. New York, 1982.

(4) Whittaker Chambers : *Witness*. New York, 1982.

novski, le mari de Nadejda, elle aussi agent du G.R.U. Plus connus sont les souvenirs de Léopold Trepper (5), le célèbre « Big Boss » et ceux de Sandor Rado, qui dirigeait le réseau d'espionnage soviétique en Suisse (6). Leur action se poursuit aussi bien pendant qu'avant la guerre.

On pourrait continuer ainsi longtemps. Mais il s'agit là de livres du passé, qu'on ne doit pas oublier certes, mais auxquels il ne faut pas se limiter. En 1985, paraît à Londres le livre de Victor Souvorov : *Aquarium. La carrière et la défection d'un espion militaire soviétique* (7). Ce récit évoque l'activité actuelle du G.R.U. Le premier livre de Victor Souvorov : *Les libérateurs*, a paru en français en 1982 et a attiré l'attention par sa description de la vie de l'armée soviétique à la fin des années 60 (8). Son deuxième livre est l'analyse de l'activité du G.R.U. vu par un professionnel. Quant à son troisième livre : *Aquarium*, il retrace les souvenirs d'un espion militaire soviétique.

Tous les livres d'espionnage, soviétique ou autre, se ressemblent : il s'agit d'espions qui, naturellement, espionnent et qui recueillent des informations. Mais la manière de recueillir les informations, le caractère de ceux qui exercent cette activité, leurs méthodes sont différentes. Il n'existe pas, pourrait-on dire, de miroir plus fidèle du visage d'un pays que son service de renseignements. On pourrait même en déduire l'axiome suivant : dis-moi quelle est l'organisation de renseignements de ce pays et je te dirai quel est ce pays.

Victor Souvorov décrit un service secret de renseignements soviétique et présente l'Union soviétique des deux dernières décennies. Tout commence par l'arrivée d'un officier des troupes blindées, excellent commandant, dans un service de renseignements. Ce dernier devient un rouage de la machine « *spetsnaz* ». Cette abréviation désigne — encore un mot nouveau qui a acquis une large notoriété en Occident — des services spéciaux destinés aux activités d'espionnage et de sabotage sur les arrières de l'adversaire. Le récit de Souvorov ne nous apprend rien de nouveau sur la formation des soldats et des officiers des « services spéciaux » : la formation est la même dans toutes les sections d'élite du monde entier. Mais pas une seule armée au monde ne dispose d'unités de « services spéciaux » comptant des dizaines de milliers de militaires admirablement formés, prêts à tout et qui n'attendent plus que l'ordre des nerfs.

La description de la revue des effectifs de ces « services spéciaux » compte parmi les pages les plus pittoresques du livre : dans une immense steppe, des milliers de saboteurs sont alignés. Le ministre de la Défense est là pour les saluer. Le

chef du 5^e département du G.R.U., le colonel général Petrouchevski, qui commande les « services spéciaux », présente ses pupilles, tandis que le chef suprême parcourt les rangs, tenaillé sans aucun doute par une pensée : « Sur qui donc déchaîner toute cette armée : sur l'Europe ? Sur l'Asie ?... »

On propose à Victor Souvorov, formé dans les services spéciaux, de passer au Deuxième Bureau dans l'État-major général de l'armée soviétique, c'est-à-dire le G.R.U. Mais on le prévient : il peut refuser. Travailler au G.R.U. est un grand honneur doublé d'une lourde responsabilité. « *Notre loi est simple*, dit au jeune officier un représentant du G.R.U. — *Entrée, un rouble. Sortie, deux roubles.* » Pour lui faciliter le choix et lui montrer qu'entrer au G.R.U. est plus facile qu'en sortir, on lui projette un film : « *Un homme vivant, solidement attaché à une civière, est lentement poussé dans un four crématoire et brûlé vif.* » C'est un officier du G.R.U., le colonel Penkovski, qui a trahi son organisation.

Victor Souvorov opte pour le G.R.U. Il poursuit cinq années d'études à l'académie militaire de diplomatie, acquérant non seulement l'expérience professionnelle, mais aussi les traits de caractère indispensables à un agent soviétique. Pour obtenir le diplôme d'études supérieures, il est nécessaire de recruter un citoyen soviétique travaillant dans un établissement classé secret. « *Si je le recrute*, demande Souvorov à son « instructeur », *pourra-t-on le considérer comme un véritable espion ?* » L'« instructeur » lui répond que non seulement il sera considéré comme un espion, mais aussi qu'il sera arrêté et jugé selon l'article 64 du Code pénal qui traite des cas de « haute trahison ». Le diplôme d'études supérieures du futur officier du G.R.U. remplit trois fonctions : il renseigne sur le caractère de l'« étudiant », dont sa cruauté et son insensibilité ; il révèle les faiblesses de son « rival » (le KGB) qui protège tous les établissements classés secrets ; il démasque parmi les citoyens soviétiques les « sujets louches », prêts à livrer des secrets.

Victor Souvorov achève ses études avec succès et devient un collaborateur de l'« Aquarium », le nom du bâtiment central du G.R.U. On l'envoie en service à Vienne, où il devient un officier « fournisseur » du réseau d'espionnage du G.R.U. de la capitale autrichienne. C'est le passage le plus instructif du livre. Que fait un espion soviétique à l'étranger ? Répondre qu'il espionne, se procure des renseignements secrets n'est pas exact. La vraie réponse est qu'il réalise le plan de la moisson des renseignements secrets. L'activité de chacun des officiers du G.R.U. se définit par un pourcentage dans la réalisation du plan.

En premier lieu, le « résident » qui, souligne Souvorov, a des possibilités pratiquement illimitées, exerce un contrôle rigoureux. « *Par exemple, il est en son pouvoir d'éliminer n'importe lequel de ses subordonnés, si la sécurité du réseau d'information est menacée.* » L'auteur d'*Aquarium*

(5) Léopold Trepper : *Le grand jeu*. Paris, 1975.

(6) Sandor Rado : *Sous le pseudonyme Dora*. Paris, 1972.

(7) Victor Souvorov : *Aquarium. La carrière et la défection d'un espion militaire soviétique*. Londres, 1985.

(8) Victor Souvorov : *Les libérateurs*. Paris, 1982.

explique que la « *puissance immense* » du « résident » du G.R.U. n'est limitée que par l'existence d'un autre réseau d'information « *aussi puissant, indépendant et hostile : le KGB* ». Souvorov souligne que les deux « résidents » de ces organisations ne sont pas subordonnés à un ambassadeur : « *Un ambassadeur n'est inventé que pour masquer l'existence de deux groupes de choc dans le personnel de la colonie soviétique* ».

La technique de pointe est le créneau visé par les « fournisseurs ». A côté des manœuvres complexes destinées au recrutement de personnes déterminées, celles qui connaissent les secrets dont a besoin le G.R.U., la méthode du « rouleau compresseur », est largement employée. V. Souvorov, qui a un don extraordinaire de conteur, décrit le G.R.U. à l'assaut de l'exposition « Télécom 1975 » à Genève. C'est le réseau d'information viennois qui coordonna l'opération. Une armée d'officiers du G.R.U. arrive à Vienne, puis s'éparpille dans les pays voisins et, la veille de l'ouverture de l'exposition, ils se rassemblent à Genève et à peine les portes des salles de l'exposition sont-elles ouvertes que des nuées de dizaines d'espions soviétiques s'abattent, tels des sauterelles, sur les stands. Ils portent des attachés-cases d'échantillonnages, bourrés de gros billets bien empilés.

V. Souvorov nous apprend, non sans une certaine fierté, que six minutes et quarante secondes lui suffirent pour convaincre son premier adhérent, le propriétaire d'un petit stand, de lui vendre un appareillage technique indispensable à Moscou. Le fait même d'encaisser l'argent avait fait du propriétaire du stand un agent du G.R.U. A côté du pouvoir de l'argent, on enseigne également aux officiers du G.R.U. la psychologie : « *La quatrième loi du recrutement, selon le manuel, prend en considération le fait que le plus grand problème dans la vie d'un homme est de se trouver un auditeur. Le plus important dans l'art du recrutement consiste à savoir écouter attentivement* ».

Passer par le réseau d'espionnage viennois,

Michel HELLER

LA MACHINE ET LES ROUAGES

*La formation
de l'homme soviétique*

Traduit du russe par
ANNE COLDEFY-FAUCARD

Ed. Calmann-Lévy, Paris

dont parle Souvorov, est une véritable école pour un officier du G.R.U. : une école d'inconditionnelle soumission à son supérieur, d'absolue méfiance à l'égard de ses camarades, de dénonciation et de mensonge, d'indifférence et d'une cruauté illimitée. La vie d'un officier du G.R.U. à l'étranger est bâtie avant tout sur un sentiment de peur. Non pas la peur d'être pris par un service de renseignement ennemi — c'est un danger minime — mais la peur d'être renvoyé chez lui, de perdre le privilège d'officier « *autorisé à sortir du territoire* ».

Voici l'échelle des valeurs telle que nous la présente Victor Souvorov : « *Je suis un officier de l'état-major général. Je fais partie d'une élite supérieure par rapport au million d'autres officiers de l'armée soviétique. Au sein de l'état-major général, je suis un officier du G.R.U., c'est-à-dire que j'appartiens à une classe supérieure par rapport aux dizaines de milliers d'autres officiers. Au sein du G.R.U., je suis un officier « autorisé à sortir », c'est-à-dire que j'appartiens à une classe infiniment plus élevée que celle des officiers du G.R.U. qu'on ne laisse pas quitter le territoire.* »

Voilà le fidèle reflet du système soviétique, le plus hiérarchisé du monde. Chaque échelon gravit augmente l'étendue des privilèges.

Le « résident » viennois explique à Souvorov pourquoi les officiers du G.R.U. deviennent rarement des déserteurs. Si toutefois ils font défection, sachant bien ensuite ce qui les attend chez eux, ils reviennent malgré tout. Parce que, nous dit le « résident », chez lui l'officier du G.R.U. appartient à l'élite supérieure du pays et possède ce que les autres n'ont pas. Quand il se déplace à travers Moscou dans une automobile même soviétique, les jeunes filles le regardent parce que, dans la capitale du socialisme, avoir une automobile privée, c'est déjà un privilège. Quand un ancien officier du G.R.U. se déplace à Londres, par exemple dans une Roll's Royce, personne ne fait attention à lui. En Occident, tout le monde peut être riche ; en URSS, seules très peu de personnes possèdent des privilèges, et encore ceux-ci ne donnent-ils même pas la richesse.

Néanmoins, Victor Souvorov, brillant officier du G.R.U., qui voyait s'ouvrir devant lui la possibilité de parvenir au faîte de l'« Aquarium », raya d'un trait sa vie antérieure et resta en Occident. La goutte qui fit déborder le vase, comme il dit, fut qu'il avait dû livrer un ami.

Aquarium est le récit du destin d'un espion soviétique et de l'activité du G.R.U. Le KGB ainsi que le G.R.U. sont comme deux mains prêtes à saisir l'Occident à la gorge : des unités puissantes de la gigantesque machine militaire soviétique.

Les Romains disaient : si tu veux la paix, prépare la guerre. L'URSS prépare si activement la guerre qu'il n'y a aucun doute : la paix que veut Moscou s'appelle la *Pax Sovietica*.

Michel HELLER

COMBIEN DE DÉTENUS EN URSS ?

Le nombre des personnes détenues en Union Soviétique constitue un véritable secret d'Etat. Aussi seules des méthodes indirectes ont-elles pu être utilisées jusqu'à ce jour pour l'évaluer :

- extrapolation à partir de témoignages ;
- utilisation et recoupements de données officielles partielles sur le monde concentrationnaire en U.R.S.S. ;
- étude de données d'ordre économique ou démographique ;
- interprétation de documents acquis clandestinement - telles des photos par satellites.

Les résultats sont, hélas, dans l'ensemble peu satisfaisants, et les divergences d'appréciation semblent aussi fortes aujourd'hui qu'il y a trente ou cinquante ans. Peter Reddaway, un spécialiste britannique des diverses formes de la répression en URSS, avançait, au milieu des années 70, le chiffre modeste d'un million de détenus, en se basant sur l'étude des différents samizdats ou compte rendus de samizdats passés à l'Ouest : c'est à peu près le chiffre que donnait aussi Amnesty International en 1975.

Nous pouvons comparer ce chiffre d'un million avec les appréciations de dissidents qui ont connu la répression : Andreï Sakharov, selon une dépêche de l'agence U.P.I. du 30 octobre 1979, propose celui de 2 millions. Georges Davydov parvient, par extrapolation, à 2,7 millions de détenus (mais dans ce nombre sont inclus les exilés) à partir d'une étude qu'il avait menée sur la république d'Estonie et les régions autonomes de Bouriatie et de Kalmoukie. Selon lui, le nombre de camps et de prisons serait voisin de 2 000. Estimation somme toute assez proche de celle d'Abraham Shifrin et de son *Guide des Camps de Travail et des Prisons en URSS* (éditions Stephanus, Paris 1980). En revanche, son estimation concernant le nombre des détenus est largement supérieure : soulignant qu'on assiste depuis vingt ans à une augmentation et non à une diminution du nombre des camps et des détenus, Schifrin affirmait, en juin 1985, recenser de « 5 à 6 millions de détenus, sans faire de distinction entre prisonniers politiques et délinquants de droit commun... nous avons reçu des lettres signées par d'anciens détenus connus, ajoutait-il. Eux l'estiment entre 7 et 9 millions » (1).

Une autre estimation est fournie par Youri Orlov, un des dissidents vivant en URSS les plus connus en Occident, après Sakharov. En 1978, il transmet en Occident un « rapport » sur les camps soviétiques qui faisait état d'échanges d'informations et d'observations entre prisonniers pour parvenir à une évaluation sérieuse, quoique approximative. La majorité des détenus des diverses « colonies », des déportés, des exilés s'accorde, écrit-il, pour estimer que leur nombre global - y compris ceux des prisons d'instruction et des préventoria de traitement et de travail (L.T.P.) pour personnes déclarées alcooliques, « n'est pas inférieur à 3 millions et le nombre total de personnes astreintes aux travaux forcés n'est pas inférieur à 5 millions, c'est-à-dire qu'il est de l'ordre de 2 % de la population ».

Récemment encore, selon une étude menée par des membres du SMOT et publiée par la revue *Possev* en mai 1982, il existait 843 camps en République de Russie. Sur ces 843 camps, 558 - les plus peuplés - réunissaient 2,5 millions de détenus. Par extrapolation, ces syndicalistes affirment pouvoir avancer comme un chiffre minimum, celui de 5 millions de pensionnaires du « Goulitou » (2), auquel il convient d'ajouter 2 à 300 000 détenus travaillant sur les chantiers hors des camps, les détenus des prisons et les colonies de délinquants juvéniles - soit un autre million de personnes. Selon cette étude, qui n'indique malheureusement pas ses méthodes d'évaluation, c'est six millions de détenus qu'il faut dénombrer au minimum, le chiffre réel étant, selon les auteurs, compris en fait entre 6 et 9 millions.

Pour finir — *last but not least* — Anatole Chtaranski, selon l'*International Herald Tribune* du 17 février 1986, affirmait récemment que le nombre de Soviétiques soumis à une forme quelconque d'enfermement ou de privation de liberté s'élevait à 13 millions - dont entre 10 et 20 000 prisonniers politiques. Mais ces estimations semblent surtout reposer sur le témoignage d'un compagnon de cellule de Chtaranski qui avait exercé des responsabilités officielles.

A ces estimations diverses, qui s'appuient sur le traitement de données recueillies directement ou indirectement auprès de témoins, il convient

(1) *Astrolabe*, janvier 1986 p. 27 (compte rendu du colloque sur le Goulag organisé par l'Association pour la Russie libre en juin 1985).

(2) Le « Goulag » - administration centrale des camps - n'existe plus. Il a disparu au profit du « Gouzm » (administration centrale des lieux de détention) puis du « Goulitou » (administration centrale des institutions de travail correctif). V. *Radio Liberty Research Bulletin* du 8 sept. 1982.

d'ajouter deux sources qui nous semblent parmi les plus fiables. La première est un rapport de la C.I.A. établi sur la base de photographies prises par satellites. Il avance un chiffre compris entre 2,4 et 2,5 millions de détenus dans les camps. Cette estimation, datant de 1973, fut divulguée dans le numéro du *New York Times* du 13 janvier 1974. Notons que huit ans plus tard, la C.I.A. rédigea un nouveau rapport pour le Département d'Etat. Lui aussi mentionnait environ 2 millions de détenus dans les camps et prisons, mais estimait qu'il fallait y ajouter 1,5 million de travailleurs forcés employés sur de grands chantiers et 500 000 détenus qui, bien que « libérés », poursuivaient leur travail au-delà du terme légal.

La seconde source est due à Frédéric Nesnansky, un Soviétique passé à l'Ouest après avoir travaillé pendant dix ans au bureau du Procureur Général de l'URSS et quinze ans au collège des avocats de Moscou. Il publia deux séries de statistiques secrètes du GOUZM et du NKVD. Ces chiffres reproduits dans le numéro de mai 1979 de *Possev* concernaient (pour 1977) 1 612 000 détenus travaillant dans les camps et 496 000 sur les chantiers, soit au total 2 108 000 personnes.

Notons que ces chiffres sont comparables à ceux des deux dernières sources dissidentes - A. Sakharov et G. Davydov. Mais même si les estimations les plus basses devaient être retenues - celles de P. Reddaway et celles d'Amnesty International en 1974-1975, elles seraient déjà accablantes pour le régime soviétique. Il y a, en France, 45 000 détenus pour une population de 55 000 000 d'habitants, soit 0,08 % de la population française.

Il y a aux Etats-Unis 450 000 détenus pour une population de 240 millions d'habitants (0,18 % de la population américaine).

S'il y avait en Union Soviétique « seulement » 1 000 000 de détenus, ils représenteraient 0,36 % d'une population de 280 000 000 d'habitants, soit exactement le double - en proportion - des Etats-Unis. La détention ayant lieu, au surplus, dans des conditions de climat, de nourriture, d'hygiène et d'assistance judiciaire qui n'ont rien à voir avec celles de l'U.R.S.S.

On peut enfin tenter une évaluation indirecte, comme l'avaient fait il y a trente ans Jasny ou Eason. J.C. Chesnais (3), le démographe français bien connu, note ainsi qu'à partir de 1965, la mortalité masculine s'aggrave en URSS et qu'elle ne saurait être expliquée par les mauvaises conditions de travail (les femmes en souffrent plus que les hommes en URSS), ni par les accidents de la circulation (le nombre d'automobiles n'est pas assez important), ni non plus par l'alcoolisme (comme le prouve une comparaison avec la Finlande). Le seul facteur susceptible d'expliquer significativement ce phénomène de surmortalité masculine, c'est le système concentrationnaire.

A partir de là, Chesnais esquisse une évaluation quantitative sur la base d'hypothèses nécessairement fragiles. Distinguant par leurs effets sur la longévité trois sortes de camps - les « camps de la mort » (5 % du total), les camps à régime strict (40 %) et les camps ordinaires, il tient pour probable (en faisant intervenir les rations caloriques et leur effet habituel sur la durée moyenne de vie) qu'un détenu sur quatre meurt chaque année dans les premiers, un sur vingt dans les seconds et un sur cent dans les troisièmes.

Or, en partant d'une base de seulement 2 500 000 prisonniers, on aboutirait annuellement à un nombre de 100 000 morts. Ce chiffre de 100 000 est certainement très inférieur à la réalité (et partant, le nombre de 2 500 000 prisonniers). Si l'on compare, en effet, le chiffre théorique des décès en URSS en 1984 (auquel on parvient en extrapolant les données en 1964) - soit 2,435 millions, avec le chiffre réel (2,970 millions) on découvre qu'il y a 540 000 décès en trop ! Il y a largement place, si l'on peut se permettre cette expression, pour 100 000 et même 200 000 morts du fait de leur internement dans les camps. Mais on ne peut en dire plus : comment savoir la part exacte qui, dans cette surmortalité (générale ici, et pas seulement masculine), revient à l'augmentation de la population des camps, voire au durcissement de la vie concentrationnaire ?

LES PRISONNIERS « POLITIQUES » ET LES AUTRES

Autant que la dispersion des résultats - encore qu'un ordre de grandeur se profile derrière toutes les estimations précédentes - c'est la multiplicité des réalités subsumées sous la catégorie de « détenu » qui frappe. Multiplicité, mais aussi imprecision.

Qu'entendons-nous, par exemple, par prisonniers politiques ? Les lecteurs d'*Est & Ouest* le savent : il n'y a pas en URSS de distinction entre « politique » et « droit commun ». C'est seulement à partir des articles du code selon lesquels ils ont été condamnés qu'on peut repérer les prisonniers « politiques » - méthode bien insuffisante, car bien souvent le « politique » est condamné sous un faux prétexte : on lui attribue un trafic quelconque, on l'accuse de viol ou d'espionnage et le tour est joué. Chtaranski est ainsi un vulgaire espion et Boukovski, un malade mental !

A vrai dire, le terme de « politique » est impropre et il vaut mieux parler de « prisonnier de conscience » puisque sont désignés de cette façon aussi bien un intellectuel arrêté pour avoir fait circuler des documents en faveur des droits de l'homme qu'une mère ou un père de famille voulant pratiquer leur religion en dehors du système soviétique, ou le fondateur d'une association indépendante du pouvoir d'Etat, ou un nationaliste balte ou ukrainien...

Notons aussi que bien des « droits communs » sont des « politiques » : les victimes

(3) Intervention au colloque sur le Goulag le 1^{er} juin 1985 à Neuilly. (*Astrolabe* N° 83, p. 33).

de la négligence d'un responsable hiérarchique ou d'abus de droit de la part des autorités manifestent - quel que soit leur condamnation - un dysfonctionnement politique patent. De même, les défauts chroniques du système économique sont tels que bien des gens n'ont pas d'autre alternative que des activités en marge de la loi. Eux aussi expriment à leur manière - et refusent - un certain système politique, alors qu'ils seront, aux yeux de la loi soviétique qui les frappe, considérés comme des « droits communs ». L'homme qu'on condamne pour « parasitisme social » serait seulement chômeur dans un autre système, et celui qu'on juge coupable d'avoir mis sur pied une « affaire » bien à lui serait félicité ailleurs pour son esprit d'entreprise !

C'est pourquoi le nombre des « politiques » ou « prisonniers de conscience » est sujet à caution. Cronid Lubarsky, dans son bulletin édité à Munich, *USSR News Brief*, publie chaque année la liste nominative des prisonniers de conscience parfaitement connus. L'an dernier, ils étaient 835. Mais on estime généralement le nombre de condamnés en vertu d'articles relevant de la liberté de conscience à au moins 10 000. C'est le chiffre donné par un rapport de la C.I.A. de 1982. A. Chtaranski vient d'en avancer un autre, compris entre 10 et 20 000...

Il n'y a malheureusement pas que cette distinction entre « droit commun » et « politique » qui fasse problème : être détenu dans un camp relève de situations en réalité très diverses. Chesnais distinguait trois catégories de camps en faisant référence aux effets sur la mortalité des prisonniers. Mais selon la loi soviétique, on en distingue quatre : on peut être détenu dans un camp spécial ou dans un camp à régime strict - on interne dans ces deux premières catégories les criminels dangereux et les « politiques ». On peut aussi être détenu dans un camp à régime renforcé ou dans un camp à régime ordinaire. On peut être mis également en prison - mais cela est plus rare et moins long. Et parmi les prisons, il faut mettre à part les prisons d'instruction et les prisons de transit.

On peut être aussi soumis au travail forcé hors d'un camp, sur un chantier de chemin de fer comme le BAM ou sur un chantier de gazoduc...

Ces nuances qui existent au-delà de la ligne de démarcation entre détenus et hommes libres, se prolongent sur cette ligne elle-même et la brouillent. Ce qui rend la distinction entre homme libre et détenu très relative en URSS. Le travailleur libre peut être obligé parfois de travailler... librement après expiration de sa peine. « Libre », le citoyen soviétique peut également être assigné à résidence - ce qui peut prendre des formes officielles ou officieuses, comme dans le cas où la peine d'un détenu est suspendue parce qu'il accepte d'aller travailler « librement » dans un endroit déshérité ! « Libre », le citoyen soviétique peut encore subir la surveillance administrative des organes de police, parce qu'il a eu un « mauvais comportement pendant sa détention ». Il peut

alors se voir signifier « l'interdiction de quitter son domicile à certains moments et de fréquenter certains endroits ». (4).

« Libre », mais « malade », le citoyen soviétique peut enfin se voir interner en hôpital psychiatrique. Hélas, tout comme le nombre de détenus dans les camps, celui des pensionnaires des hôpitaux psychiatriques soviétiques - spéciaux ou non - est gardé bien secret. Il est pourtant loin d'être négligeable, si on le compare au nombre total de « prisonniers de conscience » (5).

On peut considérer comme un sondage intéressant le fait que 20 % des « prisonniers politiques » relevés nominativement dans *USSR News Brief* en 1984 sont des internés d'hôpitaux psychiatriques - exactement 165 sur 835. 77 s'étaient engagés dans des activités en faveur des droits de l'homme, 33 avaient essayé de s'échapper d'URSS, 22 étaient des croyants, 18 des nationalistes et 12 avaient simplement demandé à émigrer (6).

Dans ces conditions, le nombre de 13 millions de Soviétiques touchés par des restrictions à leur liberté n'apparaît plus exagéré. D'autant qu'en effet, les citoyens que le gouvernement soviétique considère comme libres subissent, de sa part, de multiples formes de répression, en totale contradiction avec les accords internationaux.

En contradiction avec les accords signés à Helsinki sur la libre circulation des personnes, on peut par exemple signaler que les kolkhoziens n'ont pas automatiquement de passeport à leur disposition et que ces passeports, accordés selon le bon vouloir du directeur du kolkoze où ils se trouvent, leur permettent seuls de se déplacer ou de trouver du travail ailleurs.

En contradiction, semble-t-il, avec les textes de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), on peut indiquer aussi qu'un certain nombre de petites condamnations consistent en une ponction, non négligeable, sur le salaire du citoyen incriminé.

Ce n'est plus alors Chtaranski et son chiffre de 13 000 000 de détenus qu'il convient d'évoquer, mais plutôt Boukovski qui, à un journaliste lui demandant d'évaluer le nombre de détenus politiques en URSS, répondit : 260 000 000 !

Si la répression frappe ou menace presque tous les citoyens soviétiques, si tous sont d'une façon ou d'une autre privés de liberté, il n'est plus besoin de faire un grand pas pour soutenir - Soljenitsyne l'a déjà fait - cet extraordinaire paradoxe que le camp peut donner l'occasion à un individu « de recouvrer sa liberté intérieure compromise dans un monde mensonger et mauvais » (7).

Pierre RIGOULOT

(4) Décret 517 du présidium du soviet suprême de l'URSS.

(5) Voir notre article sur le *Goulag psychiatrique* dans *Est & Ouest* d'octobre 1985.

(6) Voir le bulletin de l'I.A.P.U.P. (Association internationale contre l'usage politique de la psychiatrie) n° 12, décembre 1985.

(7) Intervention de W. Bérélovitch au colloque sur le Goulag du 1^{er} juin 1985 à Neuilly.

Union soviétique

UN TÉMOIGNAGE OFFICIEL RÉVÈLE LE MARASME DE L'AGRICULTURE

A l'approche du 27^e congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., les journaux soviétiques ont publié des textes décrivant avec une rare franchise la lamentable situation économique du pays. L'un de ces textes traite de l'agriculture et de l'état des campagnes en général. Il a été rédigé par un écrivain d'origine paysanne qui a longtemps servi dans le KGB (ou ses homologues antérieurs) et qui a eu, par conséquent, accès à des dossiers pour le moins confidentiels : Yvan Vassiliev. Publié dans la revue mensuelle « *Nach Sovremennik* » (1985, n° 12), ce texte occupe quarante-huit pages. Nous en citons ici les extraits les plus caractéristiques.

*
**

L'agriculture soviétique est en plein marasme, commence par déclarer l'auteur. Certes, bien des correctifs pourraient y être apportés, notamment à la base, et les bonnes volontés ne manquent pas. Cependant, tous les efforts sont paralysés par un véritable carcan de directives administratives :

« Non seulement la récompense en roubles du haut degré d'habileté est injustement basse, mais il s'avère même passible de sanctions (...). Cela se traduit par le châtement de ceux des responsables qui s'efforcent de diriger leur entreprise d'une manière raisonnable. »

Voici un exemple parmi d'autres :

« D'une année à l'autre, les exploitations du district et de la région tout entière souffrent en hiver du manque de fourrage. Pendant la fenaison, il pleut souvent et l'on ne fauche pas assez de foin. Aussi se voit-on contraint de quémander de la paille à travers tout le pays (...). Une tonne de paille pourrie revient à 150 roubles (l'équivalent du salaire mensuel moyen d'un ouvrier qualifié, M.S.). Notre directeur a donc fait construire un auvent, installé des ventilateurs soufflants et des presses-ramasseuses, ce qui a permis de sécher les bottes sous une toiture par ventilation active. Le foin a pu être stocké avec d'importants excédents (...). Les vaches donnèrent 300 litres supplémentaires de lait chacune et celles des voisins furent sauvées de l'épizootie. Or, en fin de compte, notre directeur a été gratifié d'un blâme (...). Le motif officiel de la sanction fut le suivant : le budget ne comportait pas d'article relatif à l'édification d'un auvent (...). »

La leçon à tirer d'un tel état de choses est la suivante :

« Du point de vue des instances financières, tout est parfaitement simple : évite, avant tout, d'enfreindre le règlement ! Lorsque tu effectues des dépenses, conforme-toi strictement aux articles du

budget. Si tu te lances dans des constructions, plie-toi au plan. N'embauche jamais personne à ta guise et ne paye jamais rien au-dessus du prix. N'achète rien prématurément. Attends ton tour. Il y a toujours quelqu'un pour réfléchir à ta place, pour établir des plans, pour veiller à l'approvisionnement et à l'exécution. Ce n'est pas en vain que les bureaux regorgent de personnel. Mais si, par hasard, vous ne tenez pas en place, si vous voulez réfléchir et exécuter vous-même, alors, excusez-nous, vous serez punis. Parce que cela n'a pas été prévu (...). »

« Nous le voyons, le mobile est partout le même : on cherche à dénigrer délibérément le savoir-faire, qui sous-entend naturellement une aspiration à l'indépendance, à une conduite des affaires sage et avantageuse pour la collectivité, mais qui est passible de sanctions aux yeux de l'administration et de la loi. Disons-le franchement, une pareille attitude contribue à former des responsables veules, dépourvus d'initiative, tirillés de tous côtés, hésitants, ne faisant rien avancer, ne s'opposant à rien, ne discutant rien, avec personne. Dans les bureaux, c'est le calme plat, alors que dans les exploitations elles-mêmes, c'est le chaos. On appelle cela : défendre les intérêts de l'Etat (...). »

SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Le plein-emploi est l'une des « conquêtes du socialisme » dont les dirigeants soviétiques se montrent le plus fiers. Voyons donc à quel prix cette « victoire » se réalise dans les campagnes :

« A mesure que le printemps approche, les appels téléphoniques du centre du district aux administrations des kolkhozes deviennent toujours plus insistants. On assiste, par exemple, à l'entretien suivant :

« – Pourquoi ne faites-vous pas réviser vos tracteurs à la « *Selkhoz-technika* » (Station de réparation de l'équipement rural. M.S.) ?

– On y travaille mal et cela revient très cher.

– Mais comprenez-vous que ces ateliers n'ont pas de travail et que les ouvriers sont obligés de chômer ?

– Cela ne nous regarde pas. Nous avons nos propres problèmes. Par exemple, nous n'arrivons pas à trouver de pièces détachées (...). »

« Franchement parlant, je pensais que de telles « images » de ma jeunesse journalistique appartenaient désormais au passé. mais voilà que je lis dans la « *Pravda* » du 22 janvier 1985 un article de N. Nikolenko, président des Services d'entretien de Nikolaïev, dans la région de Volgograd. L'auteur écrit qu'il est plus sûr et plus avantageux de faire réparer l'équipement dans les ateliers des kolkhozes. C'est la raison pour laquelle les services de la « *Technique rurale* » n'ont pas de travail. Aussitôt, de menaçants appels téléphoniques en provenance de l'administration régionale se font entendre pour contraindre les différentes exploitations à

conclure des accords avec la « Technique rurale ». Mais comment peut-on obliger quelqu'un à réaliser quelque chose de désavantageux ? »

En réalité tout s'avère possible lorsque la vie du pays doit obligatoirement se conformer à un système rigide et immuable. Écoutons à nouveau Vassiliev :

« La pratique engendre le besoin. Pour satisfaire celui-ci, c'est-à-dire pour que les choses ne traînent pas, on crée une institution ou une entreprise que l'on pourvoit de crédits, de matériaux, de machines, de personnel... En outre, comme il n'existe pas de concurrence dans l'économie socialiste, il est inutile de disperser les forces et de mettre en place plus d'un gestionnaire pour une seule tâche. Au début, comme tout nouveau-né, il grandit, essaie de souligner les avantages qu'il peut proposer, recherche et invite les meilleurs spécialistes et agit en son âme et conscience. Cependant, peu à peu, il commence à prendre de l'embonpoint, à engraisser. Il devient difficile et même capricieux. Finalement, il oublie complètement pour qui et pourquoi il a été mis en place et se persuade de l'idée qu'il n'existe que pour lui-même. La pratique réagit instantanément à une telle métamorphose. Elle invente aussitôt des procédés lui permettant de se passer de la façon la meilleure, la plus rapide et la moins chère du gestionnaire-monopoliste (...). »

« Essayer d'assurer par la force du pouvoir le plein-emploi à un responsable ayant fait preuve de carence équivaut à tuer l'esprit de compétition (...). Il en va ainsi dans tous les domaines, que ce soit les réparations d'équipement, les projets, la construction, la décoration, le réglage. Lorsqu'une tâche est imposée, on trouve partout un niveau professionnel misérable et l'immoralité. »

LA SUPERCHERIE, VOILÀ L'ENNEMI !

L'enthousiasme délirant et l'abnégation totale avec lesquels le monde du travail soviétique réaliserait soi-disant les plans quinquennaux ont toujours été et restent la composante essentielle de la propagande soviétique. Ivan Vassiliev nous fait découvrir, cependant, le revers de la médaille :

« Je pense que nous connaissons tous (ne fut-ce que par les journaux) des exemples d'importantes pertes de ciment et de mortier sur les chantiers de construction, pendant le transport et sur les lieux de stockage. Mais rares sont ceux qui savent ce que toutes ces pertes représentent dans l'ensemble. N. Sméliakov, ministre adjoint du Commerce extérieur de l'U.R.S.S., écrivait dans la « *Litératour-naya Gazeta* » du 6 février 1985 : « Prenez donc les pertes de ciment, notre produit de construction de base. Vers la fin des années 70, nous en perdions par an autant que le pays tout entier en produisait en 1940. Et ceci sans compter les pertes résultant de la pratique effrénée des additifs minéraux au ciment, quand il le faut et quand il ne le faut pas, pour accroître en apparence le tonnage livré. Selon les données de spécialistes soviétiques, 29 millions de tonnes de différents additifs minéraux, c'est-à-dire plus de 23 % de la production totale, ont été ajoutées au ciment en 1975 (...). »

« Le même manège se déroule avec la livraison des carburants aux kolkhozes par la « *Transselkhoz-technika* » : il faut inscrire le maximum de tonnes au kilomètre. Quant à savoir si les tracteurs labourent effectivement et si les moissonneuses-batteuses font réellement leur travail, le plan ne le reflète

nullement. Il en va de même en ce qui concerne le montage de l'équipement dans les diverses exploitations. Ce qui compte, c'est la réalisation du plan en roubles. Quant à savoir si cet équipement fonctionne et de quelle manière, cela est une affaire parfaitement secondaire (...). Représentez-vous l'état d'esprit d'un homme de peine consciencieux dans un tel service ou dans une telle entreprise : acceptera-t-il de travailler dans ces conditions ? S'il refuse, il restera sans travail. S'il accepte, adieu à tout respect envers lui-même. Certes, il pourra peut-être devenir un « *ouvrier d'avant-garde* », mais il cessera de se respecter (...). »

LE PLAN AVANT TOUT

La nécessité inconditionnelle de réaliser le Plan, même au prix des pires supercheries, conduit peu à peu l'individu et la société tout entière à adopter une double morale : d'une part, celle qu'imposent les obligations de la fonction occupée et, d'autre part, le sens moral inné que l'on tente de refouler dans le plus profond du subconscient. Voici comment Vassiliev présente le problème :

« La moralité comporte deux niveaux distincts : la « prise de conscience » et « l'attitude ». L'homme se rend parfaitement compte qu'il doit agir consciencieusement. Pourtant, à peine se met-il à l'ouvrage qu'il commence déjà à chercher des combines. Une double moralité prend naissance : je comprends, mais je ne respecte rien (...). »

« Je me trouvais une fois sur un champ d'exercice affecté à une école de spécialistes de la motoculture. Les gars faisaient rouler un tracteur et pour la centième fois, retournaient le secteur qui leur était assigné. Simultanément, dans le village voisin, des femmes avaient besoin de labourer leurs potagers. Elles cherchaient à se mettre d'accord avec un tsignane, mais celui-ci demandait trop cher. Je dis au technicien chargé de la préparation des jeunes : « Pourquoi donc n'aidez-vous pas les vieilles femmes ? » Il me répondit : « Pensez-vous. Cela n'est pas permis. On me passerait un sacré savon pour insubordination. » (...)

« Nous trouvons cette même « programmation » du technicien à la surdité d'âme (ou bien, disons-le franchement, à l'immoralité) aussi bien dans l'industrie. Toutefois, dans ce domaine, elle est « assurée » non par un programme d'école, mais par toutes sortes de circulaires, de plans, de règlements et d'autres normatifs. »

La nécessité absolue de se conformer à tous les points de vue aux prescriptions entraîne simultanément une uniformisation de la science, de la technique et de la vie en général, fermant la voie aux innovations et au progrès :

« Une attitude bien définie se dessine », écrit encore à ce propos Vassiliev. « Il faut avancer en rangs serrés sans que personne ne se porte en avant, ni ne se mette en retard. En langage militaire, cela s'appelle la tactique linéaire. Mais que faire, dans ces conditions, de l'initiative privée et de la compétition en vue de trouver la solution la plus avantageuse ? Si, à l'époque de la tactique linéaire, certaines armées ont remporté des victoires, l'économie, pour sa part, n'en a jamais connu. Il n'y a jamais eu de pareille époque dans son histoire (...). »

« Essayons donc d'examiner attentivement la nature de la Directive qui régit toute notre activité.

En réalité, elle n'est qu'un instrument de la « *tactique linéaire* ». Aspirant à première vue à l'ordre, à la sage utilisation des biens publics, à l'honnête exécution de la tâche confiée, elle part en réalité d'une présomption de malhonnêteté, de manque de bon sens, de désordre, en un mot d'immoralité de l'homme. »

UNE SURABONDANCE ABSURDE

« Combien de fois, au cours des dernières années, nous sommes-nous posé la question : « *Pourquoi faire ?* » Par exemple, sur les 130 millions de travailleurs que compte notre pays, 40 millions sont occupés à un travail intellectuel. Il y a 18,6 millions de personnes employées dans l'administration, c'est-à-dire une sur six. On compte six millions d'ingénieurs, dont un sur dix ne travaille pas dans sa spécialité. Le nombre des chercheurs scientifiques s'élève à 1,5 millions. Et la question se pose : « *Pourquoi autant ?* »

« Pourquoi a-t-on construit une telle quantité de tracteurs, si l'on compte deux à trois d'entre eux par tractoriste ? Pourquoi existe-t-il autant de machines-outils, si, durant un poste et demi, elles ne fonctionnent pas ? Pourquoi a-t-on construit autant d'usines, si certaines d'entre elles manquent totalement de personnel ? Pourquoi autant semer et planter, si nous n'arrivons ni à récolter, ni à mettre en valeur les fruits de la récolte ? Voyez-vous, chaque question met en doute la notion de quantité. »

Comme le souligne Vassiliev, l'une des explications des multiples déboires que connaît l'agriculture soviétique est de nature strictement humaine. A mesure que les générations se succèdent, les kolkhozes et sovkhozes sont confiés de plus en plus souvent à d'étroits spécialistes, peut-être détenteurs de brillants diplômes, mais ne connaissant que leur mince domaine d'activité, ignorant tout de l'aspect pratique de l'agriculture et dépendant exclusivement de l'administration centrale :

« Actuellement, la fonction de responsable est devenue une profession (...). Ce n'est pas le savoir-faire que l'on exige d'un chef, mais les connaissances (...). En d'autres termes, les jeunes ont été formés pour diriger. Ils constituent un détachement particulier d'étroits spécialistes, répartis et dirigés par la Direction centrale de l'Agriculture. Sans l'accord de cette dernière, aucun spécialiste ne peut être ni engagé, ni congédié, ni muté (...). »

« Une nouveauté supplémentaire réside dans le fait qu'il y a trop de spécialistes. Il sont trois cents et même plus pour une exploitation moyenne comptant 4000 à 5000 hectares de terres cultivables. Les 18 kolkhozes et sovkhozes de notre district de Vélkolouksk comptent 710 spécialistes sur 6600 travailleurs. Le rapport entre les dirigés et les dirigeants est d'environ huit pour un. Dans le district de Dmitrovsk, dans la région de Moscou, ils sont 1300 pour 10 000. De toute leur histoire, les campagnes n'ont jamais connu une telle saturation d'administrateurs (...).

« Une question vient tout naturellement à l'esprit : si le corps des responsables existe, alors que la production continue à stagner, peut-être ces gestionnaires ne correspondent-ils pas aux exigences que pose l'intensification de l'agriculture ? »

L'IMPASSE

En réalité, le problème de la régénération de l'agriculture soviétique est beaucoup moins d'or-

dre technique ou administratif que moral. La nouvelle génération de responsables envoyés dans les campagnes n'a en rien la psychologie paysanne traditionnelle que chantent les écrivains dits « *ru-ralistes* » :

« Pour autant que je puisse observer », poursuit Vassiliev, « les jeunes spécialistes commencent avant tout par assurer leur propre bien-être et ceci, à un degré inaccessible au reste du village. Ce seul manque de modestie dessine immédiatement la ligne de partage entre les responsables et la collectivité (...). »

« Prenons un autre aspect : la ponctualité. Malheureusement, dans le registre des qualités du nouveau spécialiste, elle occupe la dernière place. Il est devenu parfaitement normal de faire un tas de promesses, tout simplement « *pour se débarrasser* », et ne pas avoir à tirer de conséquences de la parole donnée. On commence par se débarrasser de cette manière des « *instances supérieures* », puis des requêtes de l'entourage, et le manque de ponctualité devient un trait de caractère (...). »

« Ce qui semble particulièrement curieux, c'est que l'apparition d'une nombreuse intelligentsia technique rurale n'a nullement contribué à rehausser le niveau intellectuel de la campagne (...). Ces hommes-là manquent-ils d'aptitudes ? Nullement. C'est la bonne volonté qui leur fait défaut. On ne remarque chez eux aucune aspiration aux contacts personnels, ce qui est un signe sûr d'indigence spirituelle. Certains sont même très doués, mais ils ne veulent rien donner à leur entourage. Cette retenue et cet isolement de l'intelligentsia technique, la limitation de son rôle à la seule production sont malheureusement devenus son trait de caractère essentiel. »

Sursaturés depuis leur plus tendre enfance de slogans politiques, d'épreuves scolaires et universitaires en marxisme-léninisme, de « *samedis* » et de « *dimanches communistes* », d'activités publiques dans les cadres du Komsomol et de tapageuses « *campagnes* » de toutes natures, les jeunes cherchent désormais à s'isoler, à profiter d'un élémentaire bien-être et à éviter toutes les manifestations de pseudo-enthousiasme et « *d'aide fraternelle* », tant aux voisins les plus proches qu'aux peuples les plus lointains.

Et Ivan Vassiliev formule, en conclusion, cette condition, certes essentielle pour le redressement de l'économie, mais absolument irréalisable dans le cadre du système soviétique (et même, probablement, du genre humain tout entier !) :

« Faire psychologiquement peau-neuve signifie devenir un homme doué de qualités nouvelles : un fainéant devrait devenir actif, un « *je m'enfichiste* » devrait se transformer en homme plein de sollicitude, un irresponsable devrait devenir consciencieux. »

Ni la valse des hauts-fonctionnaires du parti déclenchée par Gorbatchev, ni les mesures administratives qu'il promulgue ne peuvent en quoi que ce soit contribuer à la réalisation des légitimes revendications d'Ivan Vassiliev.

Michel SLAVINSKY

Le Parti communiste d'Afrique du Sud

LA FIDÉLITÉ INCONDITIONNELLE À L'UNION SOVIÉTIQUE

Nous avons vu dans notre précédent article (E.O. n° 27, février 1985) que le Parti communiste Sud-africain PCSA, l'un des plus vieux du monde, avait grandi sous l'œil attentif du Komin-tern et qu'il avait suivi tous les tournants de la ligne inspirée par Moscou, non sans dommage

pour lui. Nous allons voir cette « fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique » se poursuivre sans faille jusqu'à nos jours, même si l'expression traditionnelle n'est plus en service depuis la déstalinisation. E. & O.

Il est un bon moyen pour tester la fidélité des partis communistes à l'égard de Moscou : c'est de chercher quelle fut leur attitude lors des événements qui mirent l'Union Soviétique en mauvaise posture devant l'opinion mondiale.

Longtemps, pour les Soviétiques, la « pierre de touche de l'internationalisme prolétarien » (formule consacrée), autrement dit de la « fidélité inconditionnelle à l'URSS » (autre formule de la langue de bois), a été fournie par le pacte germano-soviétique d'août 1939.

Comment le PCSA a-t-il réagi à l'annonce de ce pacte et de la guerre qui s'ensuivit ?

LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE

Nous ne connaissons ses réactions que par des textes... choisis publiés par ses soins trente et quarante ans après les événements, donc après tous les revirements que l'on sait, et nous ne jurions pas que les communistes sud-africains n'aient pas réécrit leur histoire de ces temps-là à la manière de leurs camarades opérant en France. Il se pourrait toutefois que les retouches apportées à la réalité par le PCSA furent moins impudentes que celles dont « nos » communistes nous ont régalez.

HÉSITATIONS

Le premier texte donné dans le recueil officiel « *South African communists speak* » n'est pas daté avec précision : « *within days of the declaration of war* », donc dans une période où les communistes de partout -notamment, on le sait, ceux de France -connurent un certain flottement en attendant les directives de Moscou, qui n'arrivèrent que vers la mi-septembre. Et ce texte n'est qu'un extrait d'un tract édité par le Comité central du PCSA.

Deux idées s'en dégagent :

1°-La guerre est une guerre entre impérialismes :

« La guerre est un combat entre impérialismes rivaux pour les matières premières, les marchés, la domination capitaliste et le pouvoir d'exploiter les

peuples coloniaux en Afrique et en Asie... Hitler, dans l'intérêt des capitalistes allemands, s'engage en une guerre pour la domination de l'Europe et, en fin de compte, pour celle du monde entier. Les impérialismes britannique et français défendent leur propriété contre l'impérialisme nazi. Les capitalistes de Grande-Bretagne et de France entreprennent une guerre dans leurs propres intérêts et non pour améliorer la condition des travailleurs de Grande-Bretagne et de France. Il est d'ailleurs possible que ces capitalistes s'arrangent, quand les temps seront mûrs, avec les capitalistes allemands contre les travailleurs de leurs différents pays ». (o. c., p. 136).

Et d'évoquer la possibilité d'une nouvelle escroquerie à la manière de Munich.

2°-Toutefois, le PCSA comprenait que les communistes anglais et français s'engagent dans cette guerre, comme ils semblaient devoir le faire, on s'en souvient, dans les tout premiers jours de septembre 1939 :

« Les peuples de Grande-Bretagne et de France combattent dans cette guerre parce qu'ils désirent détruire le capitalisme sous sa forme la plus brutale et la plus agressive : le fascisme... Dans l'intérêt de l'humanité, il est essentiel que le nazisme soit détruit » (o. c., p. 136)

UNE GUERRE DANS LAQUELLE LA CLASSE OUVRIÈRE N'A AUCUN INTÉRÊT

Un peu plus de deux mois plus tard, le 15 novembre, l'éditorial de l'organe du parti, *Inkukuleko*, donnait un autre son de cloche. Il faisait écho à la campagne engagée un peu partout en vue d'une « paix immédiate », pour reprendre une formule célèbre :

« La classe ouvrière britannique (lisez : le PC britannique. C.H.) demande la paix, et elle demande aussi qu'un gouvernement du peuple soit formé en Angleterre à la place du présent gouvernement des riches. Nous, en Afrique du Sud, nous appuyons le peuple travailleur britannique dans cette demande. Nous déclarons que *cette guerre est une guerre injuste dans laquelle nous n'avons aucun intérêt*, excepté notre désir de la voir prendre fin ». (o. c. p. 137).

Les Africains ne doivent pas donner un sou pour la guerre, continuait le texte, mais demander leur juste place au Parlement et dans les municipalités et les conseils provinciaux.

C'est lors d'une conférence réunie les 23 et 24 mars 1940 que le PCSA définit le plus amplement sa position dans cette première partie de la guerre. (o. c., p 147-150).

Le caractère de la guerre n'était pas remis en cause : c'était une guerre entre impérialistes. La responsabilité de son éclatement n'était pas douteuse : elle incombait à la Grande-Bretagne et à la France.

« Dans l'intérêt de la masse des peuples, dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire, dans l'intérêt de l'Union soviétique », l'Internationale avait adopté une « politique de front uni de la paix » afin de « prévenir la guerre en forçant les gouvernements britannique et français à collaborer avec l'Union soviétique ». Mais le front de la paix avait fait faillite, parce que le gouvernement Chamberlain avait pensé qu'on pourrait assurer la paix à l'Ouest « aux dépens de l'Union soviétique ». Il fallut le pacte germano-soviétique pour le convaincre que Hitler avait abandonné son projet d'attaquer l'URSS.

Le gouvernement britannique s'était donc vu obligé de déclarer la guerre, une guerre nécessaire « pour maintenir la domination britannique en Europe, défendre les colonies britanniques et protéger le commerce et les investissements outremer contre un impérialisme rival ».

A vrai dire, il y avait eu des hésitations dans le PCSA :

« Quand la Grande-Bretagne eût donné des garanties à la Roumanie et à la Grèce » (la Pologne n'est pas mentionnée. C.H.), « quand, en juin (1939), des négociations s'ouvrirent entre la Grande-Bretagne et l'URSS, certains membres du Parti » -notamment à Johannesburg -« commentèrent à croire que le gouvernement britannique avait fini par se préparer à résister au fascisme », et ils se demandèrent s'il ne convenait pas de le soutenir. Heureusement,

« moins de deux mois plus tard, le Pacte germano-soviétique était signé. Aussitôt, le Parti fut prié de se montrer prudent face à la guerre qui commençait et de ne pas se précipiter pour lui apporter un soutien. Les conclusions arrêtées furent que l'impérialisme britannique avait refusé de donner des garanties suffisantes à l'URSS parce qu'il espérait encore, jusqu'à la dernière heure, tourner l'Allemagne vers l'Est ; que l'URSS, comme Staline l'avait dit à l'avance, en mars 1939 (18^e congrès du PCUS), n'était pas disposée à se laisser entraîner dans des conflits par des fauteurs de guerre « qui ont l'habitude de faire tirer les merrons du feu par d'autres », et que, si la Grande-Bretagne était entrée en guerre, c'était parce qu'il ne lui restait pas d'autre voie pour la défense de ses intérêts impérialistes ».

Ainsi, la première difficulté à laquelle le PCSA s'était heurté se trouvait levée : la guerre était bien une guerre impérialiste. A preuve, le changement de politique opéré par le PC britannique, le déroulement de la guerre et le rôle actif joué par l'URSS en Pologne et en Finlande, qui

avaient mis en évidence les visées de l'impérialisme britannique et son désir de pousser à la guerre contre l'Union soviétique.

Ainsi se justifiait le slogan lancé par le *Non-European United Front*, dans une brochure rédigée par Yusuf Mohamed Dadoo (1909-1983), un Indien, membre depuis 1939 du PCSA dont il devait devenir le président en 1972 :

« *Don't support this war, where the rich get richer and the poor get killed* » (« Ne soutenez pas cette guerre où les riches s'enrichissent et où les pauvres se feront tuer »).

AVEC LES NATIONALISTES

Toutefois, se tenir hors de la guerre, la combattre présentait une difficulté assez particulière au PCSA. A la déclaration de la guerre, le Parti unifié qui exerçait le pouvoir sous la direction du Premier ministre Herzog s'était scindé. Herzog et les nationalistes pro-allemands qui réclamaient la neutralité avaient été battus, le 4 septembre 1939, par 67 voix contre 80 au parti pro-anglais qui réclamait l'entrée en guerre. Herzog avait cédé le poste de Premier ministre au Maréchal Smuts et s'était lui-même allié à Malan, chef de l'extrême-droite. Peut-être les nationalistes pouvaient-ils s'emparer du pouvoir et instaurer le fascisme dans le pays. Les communistes allaient-ils faire leur jeu ?

« C'est pourquoi le Parti, tout en proclamant son opposition à la guerre, posa que, pour le moment, le combat devait être mené en Afrique du Sud contre les Nazis. Cette position affaiblissait sans doute la ligne du combat contre la guerre, puisqu'elle signifiait une acceptation passive du gouvernement Smuts et de sa politique de guerre. Mais le dilemme : soutenir Smuts et la guerre ou s'opposer à la guerre et soutenir les nationalistes pronazis, anti-syndicalistes et « *anti-colour* », ne pouvait pas être évité par un autre moyen que la politique adoptée : s'opposer à la guerre et résister aux nationalistes » (o. c., p 150).

Mot d'ordre typique qui, à lui seul, suffirait à caractériser le PCSA comme authentiquement marxiste-léniniste : on juxtapose dans les mots des positions contradictoires, ou, en tout cas, qui ne peuvent pas être tenues simultanément (1). Sans doute, ce grand écart, comme on a dit, est-il impossible à pratiquer. Qu'importe ! On verra bien dans la suite comment s'en sortir : les événements modifieront la situation et le Parti pourra définir une ligne plus praticable. Toutefois, il lui sera possible de prétendre qu'il n'a jamais fait de concession.

APRÈS L'AGRESSION CONTRE L'URSS

Le 21 juin 1941 permit au PCSA de sortir de cette situation inconfortable. Et sans doute est-il peu de Partis communistes qui, aujourd'hui, aient le courage de dire, comme le PCSA le fait toujours, qu'à partir de l'agression hitlérienne contre l'Union soviétique, la guerre a changé de nature,

(1) C'est très exactement ce qu'a fait, en février 1986, le Parti communiste français qui demandait aux électeurs à la fois de donner une sévère leçon aux socialistes et d'empêcher la droite de revenir au pouvoir.

ce qui justifiait un changement dans les positions des partis communistes, changement que, pour leur part, les communistes opérant en France, nient toujours avoir effectué (2). A. Lerumo écrit en effet sans fard :

« L'agression nazie contre l'Union soviétique en juin 1941 change profondément la situation internationale ainsi que la nature et le sens de la guerre » (*Fifty Fighting years*, p 71).

Dès le 26 juin, le Comité central du PCSA publia une résolution intitulée : « *Soutien total à l'Union soviétique* » :

« La Russie soviétique a été attaquée par l'axe fasciste sans la moindre raison. L'Union soviétique aujourd'hui ne défend pas seulement le pays du socialisme ; elle se bat pour la cause de la liberté de toutes les nations et de tous les peuples.

« Le Parti communiste d'Afrique du Sud appelle la classe ouvrière, tous les démocrates, tous ceux qui aiment la liberté à apporter leur soutien sans restriction et de tout cœur à l'Union soviétique dans le combat contre les agresseurs nazis (...). (*South african communists speak*, p 162-165).

De toute évidence, ce qui comptait avant tout pour le PCSA, c'était le salut de l'URSS et sa victoire, laquelle entraînerait « *la destruction du fascisme, la libération des peuples opprimés d'Europe et des autres pays, et un rapide passage au socialisme dans le monde* ».

LA DISSOLUTION DE L'INTERNATIONALE

Le 15 mai 1943, l'Internationale communiste était dissoute. Le 3 juin, le PCSA approuvait. Il le faisait dans des termes qui présentent une certaine originalité par rapport aux motifs allégués dans la résolution de l'Exécutif de l'I.C. :

« La décision du Comité exécutif de l'I.C. de recommander sa dissolution est inspirée avant tout par le souci de porter au plus haut degré l'unité des Nations-Unies dans leur lutte contre Hitler et ses alliés...

« Notre Parti demeure le garant de la réalisation d'un mouvement uni de la classe ouvrière en Afrique du Sud, coopérant avec les organisations de travailleurs des autres pays dans une lutte commune pour établir une société de type socialiste ». (*o.c.* p. 180)

On voit que la dissolution de l'Internationale ne changeait rien à la volonté « internationaliste » des communistes sud-africains.

Les événements devaient leur fournir d'autres occasions de manifester leur soutien inconditionnel à l'URSS.

LE RAPPORT KHROUCHTCHEV

Le 5 avril 1956, le PCSA faisait connaître son sentiment sur le rapport Khrouchtchev par le moyen d'un article de Michael Harmel dans *New Age* :

(2) En août 1940, au lendemain de la débâcle française, le Bureau politique du PCSA avait donné son soutien à la politique du PC britannique qu'il définissait ainsi :

« Le Parti communiste de Grande-Bretagne a appelé le peuple à faire sortir de la guerre « le chemin de la classe ouvrière », d'imposer un gouvernement des relations étroites et amicales avec l'Union soviétique. C'est la seule politique qui puisse épargner au peuple de Grande-Bretagne le sort qui a surpris la France ». (*South african communists speak*, p. 161).

« Il est difficile et pénible pour le peuple soviétique et ses leaders — et c'est là peut-être une des raisons pour lesquelles cela s'est fait à huis clos — de réévaluer de façon objective et critique le rôle du défunt Staline. Staline a rendu des services d'un prix incalculable à la cause à laquelle il avait voué sa vie... le dur combat contre les trotskistes, boukharinistes et autres traîtres et saboteurs... le rapide développement de l'industrie et la collectivisation des terres, base économique sans laquelle l'URSS aurait été sans défense contre les divisions mécanisées de Hitler...

« Mais il était devenu nécessaire de corriger la fausse image qui, dans ses dernières années, avait fait de Staline un infallible faiseur de miracles, au-dessus du Parti et de ses collègues... (*o.c.*, p. 242-244).

LE SECOND COUP DE PRAGUE

Le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie envahissaient la Tchécoslovaquie, suscitant une protestation indignée dans le monde entier. Même le PCF se sentit obligé de dire qu'il désapprouvait.

Le PCSA resta impavide.

Le 23 août, il rappelait que le 29 juillet précédent, son Comité central s'était préoccupé de la situation en Tchécoslovaquie qui encourageait les forces anti-socialistes et réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, ce qui pouvait « *mettre en danger les conquêtes socialistes du peuple travailleur de Tchécoslovaquie et mettre en péril la communauté des nations socialistes* ». Il s'était réjoui des engagements pris par les dirigeants tchécoslovaques de redresser la situation, mais force était de convenir que ceux-ci n'y étaient pas parvenus :

« En présence d'une telle situation, nous comprenons que la majorité du Presidium du P.C. de Tchécoslovaquie et le gouvernement aient demandé à l'Union soviétique et aux autres gouvernements membres du Pacte de Varsovie voisins de la Tchécoslovaquie de leur venir en aide, y compris en recourant à la force armée, pour briser la menace de contre-révolution, de restauration du capitalisme et d'ouverture de la Tchécoslovaquie socialiste à la pénétration de l'impérialisme international.

« Nous considérons que la réponse faite à cette demande par les partis et les pays concernés était tout à fait justifiée et nécessaire. Nous regrettons que les affaires aient pris en Tchécoslovaquie une tournure telle qu'elle requérait des mesures inhabituelles et exceptionnelles, mais nous soutenons pleinement l'action des Partis frères d'Union soviétique, de Hongrie, de RDA, de Bulgarie. S'ils avaient manqué de répondre ainsi, ils auraient manqué à leur devoir envers le peuple ouvrier de Tchécoslovaquie » (*o.c.* pp. 365-366).

Ce style fait songer au communiqué du PCF approuvant l'intervention militaire soviétique en Hongrie, le 4 novembre 1956 :

« Le Parti communiste français approuve pleinement la conduite du gouvernement ouvrier de Hongrie... Il eût été inconcevable que l'armée des ouvriers et des paysans de l'URSS ne répondît pas à l'appel qui lui était adressé, alors que les meilleurs fils de la classe ouvrière hongroise étaient massacrés, pendus, ignoblement torturés » (3).

Le texte du PCSA se poursuivait par cette affirmation qui vaut son pesant d'or :

« Les peuples tchèque et slovaque doivent résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes intérieurs. Les forces alliées sont là pour établir les conditions indispensables pour leur permettre de le faire. »

Voilà qui fait penser à Ugolin mangeant ses enfants pour leur conserver un père !

L'AFGHANISTAN

L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan reçut le plein soutien du PCSA :

« Le Comité central du PCSA exprime sa pleine solidarité avec le Parti démocratique du Peuple d'Afghanistan et le peuple de la République démocratique d'Afghanistan dans leurs efforts résolus pour la défense des acquis de la révolution d'avril 1978, pour l'élimination du féodalisme, pour l'indépendance nationale et pour le progrès social sur la route du socialisme... Dans la situation dangereuse qui se développait dans cette région, avec les menaces à la fois de l'Amérique et de la Chine..., l'Union soviétique avait tous les droits de répondre à l'appel du gouvernement afghan de l'aider à défendre sa révolution. »

« Le PCSA déclare qu'il comprend pleinement et qu'il soutient l'action soviétique et appelle les forces progressistes à travers le monde à résister aux pressions anti-soviétiques et à consolider les rangs des forces anti-impérialistes dans leur combat pour un nouveau et meilleur ordre mondial... » (*The African communist*, N° 81, deuxième trimestre 1980).

LA POLOGNE

14 décembre 1981, proclamation de l'état de guerre en Pologne. Le PCSA approuve :

« Le Comité central du PCSA proclame sa solidarité avec le Parti unifié des travailleurs polonais dans ses tentatives pour surmonter la crise présente en Pologne et pour préserver la marche en avant vers le socialisme.

« La proclamation de l'état d'urgence en Pologne était rendue inévitable par les activités contre-révolutionnaires de ces forces qui, à l'intérieur du pays, aidées par l'impérialisme étranger, tentaient de faire tourner en arrière l'horloge de l'histoire et de démanteler les principaux bastions du progrès socialiste... »

Le texte stigmatisait ensuite les torts causés à l'économie du pays par les grèves, lesquelles n'avaient d'autre but que de discréditer les autorités et de préparer la conquête du pouvoir :

« Par dessus tout, ces forces contre-révolutionnaires poussaient la Pologne à abandonner ses alliés du Pacte de Varsovie, le principal bastion de la paix dans le monde, la principale source où puise sa force et son inspiration la lutte mondiale pour la paix et le socialisme ; elles dénonçaient l'internationalisme prolétarien, un des principes de base de notre foi communiste ».

Internationalisme prolétarien ! Le PCSA, on

(3). Nos sources ne nous fournissent pas de document concernant la position du PCSA à l'égard de « l'octobre polonais » et de « l'insurrection hongroise » de 1956. *The African communist* ne paraissait pas encore et *South African communists speak* est muet. Mais il y a tout lieu de penser que la réaction fut la même qu'en 1968 en présence du second coup de Prague.

le voit, n'hésitait pas à afficher la couleur. Même le PCF avait trouvé que l'expression était vraiment trop voyante et qu'elle éveillait trop de souvenirs fâcheux pour pouvoir être conservée.

« En ce temps de crise, il est du devoir des communistes de tous les pays de se tenir aux côtés de leurs alliés et de rallier la défense des forces saines du progrès socialiste en Pologne et dans tous les autres pays où elles sont attaquées. Le PCSA n'apporte aucune hésitation à soutenir toutes les mesures nécessaires pour la restauration de la paix et de l'ordre en Pologne, de sorte que la tâche de renouveau et de progrès vers le socialisme puisse être reprise sans immixtion des forces hostiles de l'intérieur et de l'étranger. » (*The African communist*, N° 89, deuxième trimestre 1982).

FIDÉLITÉ INCONDITIONNELLE.

Tout commentaire serait superflu, après ces citations, trop abondantes – mais il fallait cette masse pour faire preuve – et qu'on aurait pu multiplier.

A chaque fois que le Parti communiste de l'Union soviétique, agissant directement ou par l'entremise du gouvernement soviétique, s'est trouvé en position difficile devant l'opinion mondiale; le Parti communiste sud-africain a volé « sans hésitation » – lui-même a répété cette formule – au secours du grand parti frère. Il n'y a même pas eu de sa part les quelques flottements enregistrés dans la conduite du Parti communiste français, lequel passe pourtant, et à bon droit, pour l'un des plus fidèles à l'Union soviétique et à « son » Parti communiste.

Le Parti communiste sud-africain est vraiment, dans le mouvement communiste international, le modèle de la fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique. Peut-être d'autres partis sont-ils aussi fidèles que lui. De plus fidèles, il ne saurait y en avoir.

Claude HARMEL

BIBLIOGRAPHIE

– *The African Communist*, revue trimestrielle publiée à Londres, en anglais, par le Parti communiste sud-africain « *in the interests of African solidarity and as a forum for Marxist-Leninist thought throughout our Continent* ».

Le numéro 1 a paru au premier trimestre de 1961. La distribution est assurée par « *Inkukuleko publication* », 39 Goodge, London W1.

– *South African communists speak. Documents from the History of the South African Communist Party, 1915-1980*. Londres, 1981, 1 vol., 474 pages.

– A. Lerumo : « *Fifty Fighting years, The Communist Party of South Africa 1921-1971*. Londres, 2^e édition 1980, 192 pages.

– Branko Lazitch et Milorad Drachkovitch : « *Biographical dictionary of the Comintern* », Stanford, California, 1973, 458 p.

le point de vue d'Est & Ouest

LE DOUBLE JEU COMMENCE : COMBATTRE LES SOCIALISTES ET LES MENAGER.

Incontestablement, il y a eu un infléchissement dans l'orientation de la campagne électorale du PCF à partir, non pas de la réunion du Comité central le 3 février - car, comme toujours, tout était décidé avant que « l'organisme supérieur du parti dans l'intervalle du congrès » n'eût été consulté - mais après le passage de M. Marchais à « l'heure de vérité » sur *Antenne 2*, le 22 janvier. Ce même jour, avant que le secrétaire général du Parti ne parût sur les écrans, *l'Humanité* arborait ce grand titre : « *Ecoutez la différence* ».

Sans doute, la rédaction du quotidien communiste invitait-elle ses lecteurs à remarquer combien les propos des communistes différaient de ceux de tous les autres, du Parti socialiste au Front National. C'est, en réalité, une autre différence que tout le monde a perçue : une différence dans le point d'application des diatribes du PCF.

Jusqu'alors le P.S. était la cible privilégiée des attaques communistes ; on pourrait presque dire qu'il était leur cible unique, tant la droite était comme oubliée.

Brusquement, la polémique communiste retrouva la droite. Dès le lendemain de l'apparition de M. Marchais sur le petit écran, *l'Humanité* du 23 janvier titrait : « *Le vote communiste = le vote antidroite* ». Autrement dit : « Si vous voulez voter contre la droite, votez communiste ». La veille ou l'avant-veille encore, s'il fallait voter communiste, c'était pour donner un avertissement au Parti socialiste, pour lui faire savoir qu'on ne lui pardonnait pas ses manquements, ses reniements, ses trahisons.

Après quelques jours, le balancier était reparti dans l'autre sens, pour parvenir à une position d'équilibre et, quand s'ouvrit officiellement la campagne électorale, la propagande communiste donnait l'apparence d'une sorte d'équité : elle s'en prenait avec à peu près la même véhémence à la droite et au parti socialiste, la seule concession faite aux socialistes étant que les communistes attaquaient peut-être un peu moins le P.S., un peu plus le gouvernement, « *les dirigeants du pays* », selon l'expression de Madeleine Vincent dans son rapport devant le Comité central. Non sans intention : quand le jour viendra de parler sérieusement à nouveau de rassemblement des forces populaires, les communistes pourront prétendre qu'ils ont, autant qu'ils ont pu, séparé dans leurs critiques les « *dirigeants du*

pays », qu'ils ont combattus parce qu'ils faisaient la politique de la droite, et le parti socialiste, qu'ils n'ont jamais cessé de considérer comme une force de gauche.

Pourquoi ce revirement, partiel sans doute, mais réel ? En chercher les causes permet de mettre en lumière la nature des relations existant non seulement entre le PCF et le PS, mais entre le mouvement communiste international et l'ensemble des partis socialistes. Des relations « *complexes* », comme disent les communistes, ce qui, dans leur langage, signifie : pleines de contradictions qui ne sont pas celle que prévoit la doctrine, mais dont l'origine est dans la tactique qui fait momentanément passer un avantage immédiat avant une application plus rigoureuse de la doctrine.

*
**

Les communistes ne souhaitent pas la victoire des socialistes. Ni les communistes de France, ni ceux d'ailleurs.

N'allons pas croire que c'est depuis le départ des ministres communistes, ou même depuis que le gouvernement s'est engagé dans la « *politique de rigueur* » qu'ils pensent ainsi. Ils pensaient de même avant mai et juin 1981. Ils le pensaient au moins depuis 1977. On peut même ajouter que, pour ce qui est des « *communistes d'ailleurs* », ils le pensaient depuis toujours.

C'est, si l'on peut dire, du bout des lèvres que les Soviétiques ont accordé à Waldeck Rochet, en 1965, ce qu'il leur demandait avec insistance : la permission de conclure avec les socialistes une alliance politique sincère - autant du moins qu'on puisse parler de sincérité en la matière -, une alliance en tout cas de longue durée, l'autorisation de faire un long bout de chemin avec le parti socialiste, jusqu'à la prise intégrale du pouvoir peut-être, conformément à la stratégie de « *la voie pacifique* » que Khrouchtchev avait exposée lors du vingtième congrès du PCUS.

Ainsi vit-on, pour la première fois, le Parti communiste français ne pas présenter de candidat au premier tour d'un scrutin et appeler ses partisans à voter d'entrée de jeu pour le candidat socialiste, qui était M. François Mitterrand.

Douze ans plus tard - peut-être parce qu'il n'y avait eu entre temps l'euro-communisme, un péril sans doute imaginaire, mais qui parut redoutable aux gens du Kremlin - la méfiance des dirigeants soviétiques et leur tolérance hésitante cédèrent la place à la plus franche hostilité : les communistes français reçurent la « *directive* » - l'emploi de ce mot au singulier appartient à la langue de bois - d'abandonner leur politique d'union de la gauche, en tout cas d'empêcher que cette union de la gauche remportât la victoire.

Les communistes français s'y employèrent dès le lendemain des élections municipales de mars 1977. Leur tactique fut une première fois couronnée de succès : la gauche perdit les élections législatives de mars 1978.

Ils la reprisent au moment de l'élection présidentielle de 1981, mais ils étaient tellement sûrs (ils n'étaient pas les seuls) que M. Mitterrand ne serait pas élu qu'ils ne firent pas tout ce qu'il aurait fallu pour jeter suffisamment de trouble dans l'électorat de gauche.

Sans doute, eurent-ils un moment d'illusion et peut-être leurs grands camarades qui, de l'Est, leur envoient la lumière, le partagerent-ils, quand M. Mitterrand leur offrit des places dans le second gouvernement de M. Mauroy. Pourtant, en dépit des profits (durables) qu'ils ont retirés de cette « cohabitation », on peut mettre entre parenthèses cette courte période de 1981-1984, la considérer comme une exception imposée par la tactique pour une courte période, dans un mouvement stratégique de plus vaste ampleur et dont l'idée essentielle est que le moment de la conquête du pouvoir n'est pas encore venu en Europe.

Citons, une fois encore, ce passage de la déclaration commune Gorbatchev-Marchais que *l'Humanité* publia le 4 septembre 1985 : « *La coopération entre l'Union soviétique et la France constitue un élément important de paix et de sécurité en Europe et dans le monde... Elle a pris son essor dans les années soixante* » (exactement en 1962, quand le général de Gaulle évoqua « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». E. & O.) où on a pu parler de bons rapports entre l'Union soviétique et la France. Elle a connu un développement remarquable dans les années soixante-dix. Les entreprises, les travailleurs des deux pays ont appris de longue date à coopérer ensemble. Ces acquis considérables ne sont pas utilisés au niveau de toutes les possibilités dans la dernière période et il est urgent de les faire fructifier ».

*
**

On pourra ajouter toutes les considérations que l'on voudra, tirées de la situation particulière du Parti communiste français. On pourra, par exemple, avancer qu'au cas où, par impossible, le Parti socialiste retrouverait une majorité à lui seul à l'Assemblée nationale, le PCF serait en grand péril de marginalisation définitive. Tout cela pèse peu auprès de cette donnée majeure : la stratégie mondiale du communisme ne prévoit pas, pour une assez longue période, la victoire du socialisme en Europe ; un progrès trop sensible dans cette direction comporterait sans doute pour elle plus d'inconvénients que d'avantages.

Si ces données-là sont justes, comment expliquer le revirement - partiel - du PCF dans sa politique anti-socialiste ?

Des sondages ont fait apparaître que les électeurs traditionnels du Parti communiste s'inquièteraient de l'aide que le PCF apportait en fait - « objectivement » - aux partis de droite en accablant les socialistes et le gouvernement.

Si ceux qui sont franchement et sincèrement communistes sont tout prêts à dénoncer de nouveau la social-démocratie comme le

principal soutien social du capitalisme et à considérer le P.S. comme l'ennemi numéro un, ils sont le tout petit nombre. L'immense majorité de l'électorat communiste appartient à la gauche française traditionnelle, et c'est sans y adhérer profondément, seulement par l'effet de son penchant au verbalisme révolutionnaire, de ce qu'André Siegfried appelait son « sinistrisme », qu'elle donne ses voix au parti de Lénine et de Staline. Une escroquerie de plus à mettre au compte du marxisme-léninisme.

Toutefois, si important qu'il soit pour le PCF d'arrêter le « tassement » de ses suffrages et d'amorcer une remontée sensible, le Parti a toujours été prêt, et il l'est toujours, si abâtardi qu'il soit, à sacrifier ses intérêts électoraux aux intérêts supérieurs de la révolution mondiale, ce qui, depuis longtemps, revient à dire aux intérêts politiques du PC de l'Union soviétique.

Celui-ci aurait-il donc changé de tactique ou même de stratégie ? Le voyage en France de M. Gorbatchev et celui, plus scandaleux, de son pâle séide, le général Jaruzelski, auraient-ils été l'amorce ou l'annonce d'une nouvelle politique internationale de l'Union soviétique ?

Certes, M. Mitterrand a cru devoir faire le voyage de Moscou, rompant ainsi avec son attitude du début du septennat (et c'était sans doute là la partie de sa politique qui lui valait le plus d'approbation au-delà de la « majorité présidentielle »). Certes, il a reçu, on vient de le dire, ce pantin sinistre qu'est le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais. Mais les gens du Kremlin n'ont pas tardé à comprendre (à supposer que leur conviction en la matière ait un jour été ébranlée) que le Chef de l'Etat français n'avait pas tout à fait baissé sa garde : à preuve l'expulsion - pour la deuxième fois - de « diplomates » soviétiques. A preuve aussi la dénonciation, par la France, de l'accord maritime qui la liait à l'URSS, et dont celle-ci seulement tirait profit.

A l'inverse, ils n'ont certainement pas perçu les révisions, peu spectaculaires sans doute, certaines cependant, qu'ont opérées bien des hommes de la droite nationale et même de la droite libérale, des révisions qu'expliquent aussi, en plus de l'expérience, la montée des jeunes générations, et qui font qu'à droite on ne nourrit plus tout à fait les mêmes illusions sur les vertus des relations Est et Ouest pour libéraliser le régime soviétique et écouler l'impérialisme communiste. Empêtrés dans leurs schémas de pensée stalin-marxistes, les communistes sont peu aptes à déceler ces évolutions-là ou à les prendre au sérieux.

*

**

Ce sont donc d'autres raisons qui, sur le plan de la stratégie générale du mouvement communiste international, expliquent le relatif revirement du PCF à l'égard des socialistes. Un revirement qu'on a observé aussi au Portugal où le PC portugais, un parti dévoué à Mos-

cou s'il en fut jamais, a finalement assuré la victoire de Mario Soarès, après avoir dénoncé le chef socialiste, à juste titre d'ailleurs, comme un adversaire des plus constants du communisme. Revirement observé également en Italie, ou du moins dans les entretiens qu'Alessandro Natta, secrétaire général du PCI, a eus le 28 janvier à Moscou, où il s'est entendu dire par M. Gorbatchev - sur le ton du reproche - que « *les forces démocratiques de gauche, y compris les communistes, pourraient agir de façon plus concertée dans la lutte contre la menace de guerre* » (*Le Monde*, 30-1-1985), ce qui semble bien signifier que les Soviétiques aimeraient voir les communistes italiens rétablir de meilleurs contacts avec les socialistes.

Bref, ce n'est pas seulement en France que les communistes sont invités à la fois à combattre les socialistes, et même à les combattre vigoureusement, mais aussi à les ménager.

Nous voilà à nouveau devant cette position « complexe » dont nous parlions plus haut et dont on ne peut démêler les contradictions qu'en situant les positions apparemment contradictoires sur des plans différents.

Fondamentalement, la social-démocratie demeure l'ennemi. C'est la donnée de base. Il n'y a qu'une classe ouvrière, il ne doit donc y avoir qu'un parti ouvrier, habilité à parler au nom de ladite classe.

Il y eut des moments où, depuis un quart de siècle, on a pu se demander à Moscou si la social-démocratie n'était pas dans certains pays en train de s'éteindre d'elle-même. Toutefois, si l'on a eu quelque part et quelque temps cette illusion, il a bien fallu reconnaître que l'Internationale socialiste n'était pas morte, que des partis qui s'en réclamaient parvenaient au pouvoir, y compris là où ils ne l'avaient jamais fait, en tout cas pas depuis de très longues années, au Portugal, en Espagne, en Italie, en Grèce, sans parler de la France ; que cette même Internationale, à qui le Kominintern pouvait reprocher jadis de n'être qu'euro-péenne, est devenue mondiale à son tour, qu'elle a des affiliés ou des sympathisants dans un bon nombre de pays de ce tiers monde sur lequel, bien avant qu'il fût ainsi nommé, les communistes avaient décidé de porter leur effort, convaincus que c'est là qu'ils porteraient les coups les plus sensibles au capitalisme occidental, qui à leurs yeux n'a pu survivre que parce qu'il est devenu impérialiste.

Bref, le socialisme est resté ou redevenu une force dans le monde et un bon marxiste tient toujours compte des forces, même quand sa doctrine lui enseigne qu'elles doivent un jour s'amoindrir puis tomber au néant : contrairement aux utopistes, il ne confond pas les périodes. Et, dans la présente période, le socialisme existe.

Or, au moment même où il faut bien constater que le socialisme est, en quelque sorte,

ragaillardi, il est tout aussi évident que le mouvement communiste international connaît le déclin, la dégénérescence peut-être. Il est implanté organiquement dans plus de pays que jamais. Il est même parvenu au pouvoir dans quelques pays de plus qu'il y a dix ou quinze ans : la tache rouge ne cesse de s'élargir sur la mappemonde, ou plutôt, il y a désormais plusieurs taches sur cette mappemonde, et il est vraisemblable que d'autres y apparaîtront dans les années qui viennent. Le communisme reste donc toujours la grande menace qui pèse sur les libertés des hommes et l'indépendance des nations.

On n'en doit pas moins convenir (avec la prudence et les restrictions qui s'imposent si l'on ne veut pas donner des illusions et encourager des démobilisations) que le communisme a dû céder du terrain depuis dix ans dans divers pays du monde, et que c'est d'ailleurs dans une large mesure à ce déclin que le mouvement socialiste doit une partie de son renouveau.

Dans ces conditions, n'est-il pas normal que les rudes réalistes qui règnent à Moscou en soient venus depuis longtemps à l'idée qu'il y a quelque chose à faire avec l'Internationale socialiste ?

Bien entendu, il ne s'agit pas pour eux de laisser tomber les partis frères. Même si ces partis venaient à être réduits dans leur pays à une existence squelettique, quasi-résiduelle, Moscou ne les abandonnerait pas à leur triste sort et leur fournirait moralement, politiquement et matériellement les moyens de vivre.

Mais n'est-il pas sage d'avoir plusieurs fers au feu ? Et pourquoi Moscou ne tenterait-il pas, avec l'Internationale socialiste d'aujourd'hui, ce qui fut entrepris à partir de 1919 sur et contre l'ancienne Internationale ouvrière socialiste, la deuxième Internationale de l'histoire ? Bien entendu, les conditions sont différentes ; les moyens d'agir le seront donc aussi, si besoin est. Pas tellement d'ailleurs, car, pour l'essentiel, il s'agit toujours de se créer des intelligences dans la place, de « noyauter » en séduisant tels qui y sont déjà et en y faisant entrer clandestinement des affidés. Le tiers mondisme inverterbré qui obnubile définitivement ce qui pouvait subsister de marxisme authentique dans la pensée socialiste facilite à l'extrême ces infiltrations.

Il n'y a d'ailleurs pas à aller si loin pour trouver des preuves des intelligences que le mouvement communiste entretient dans l'Internationale socialiste, et des complaisances tout aussi efficaces qu'il y trouve : M. Willy Brandt, qui préside aux destinées de cette Internationale, n'a-t-il pas toujours fait preuve d'une inclination des plus fâcheuses pour tout ce qui vient de l'Est ?

Soyons sûrs, toutefois, que ces complaisances, toutes sincères qu'elles soient, ne changeront jamais rien à l'hostilité fondamentale que les bolchéviks (le mot ici s'impose) éprouveront toujours à l'égard des socialistes.

Est & Ouest



chroniques

UNE PROVOCATION : L'AFFAIRE CLAVAUD

Depuis le 25 janvier, le P.C.F. mène campagne à raison d'une page de *l'Humanité* chaque jour, d'un appel aux signatures, de manifestations de rue, etc, en vue de la réintégration d'un ouvrier licencié par la société Dunlop à Montluçon (qui vient d'être reprise par une société japonaise alors qu'elle était au bord de la fermeture définitive) : il avait fourni à un journaliste de *l'Humanité* les éléments d'un reportage sur le travail d'un ouvrier posté, la semaine où il est de nuit.

L'article avait paru le 15 janvier, sous un titre conçu dans le style aujourd'hui de mode dans la presse (on se sert d'une formule connue en la modifiant un peu pour lui donner un autre sens) : « *Vol de nuits* » (comme le « *Vol de nuit* » de Saint-Exupéry). Un titre qui, d'entrée de jeu, traduit l'intention de nuire. A peu près explicitement, on traitait la direction de « voleuse » et le journaliste sans scrupule mettait cette accusation — pour le moins injurieuse — sur le compte de ce malheureux Alain Clavaud, qui, selon toute vraisemblance, n'en avait pas demandé tant : on croit deviner qu'il avait pris plaisir à faire sur son cas un peu de littérature et à avoir sa photo dans le journal, sans mesurer toutes les conséquences de ce qu'on lui faisait dire.

Qu'apportait cet article ? Un tableau classique du travail répétitif, rendu plus pénible en l'occurrence parce qu'une semaine sur trois il était fait de nuit — et c'est bien entendu cette période la plus fastidieuse et la plus harassante que le journaliste communiste, Jean Santon, avait choisie.

Manifestement, Santon et Clavaud (Santon, sans doute,

plus que Clavaud) avaient peint la situation en noir et donné une image peu flatteuse des conditions de travail chez Dunlop. Voilà cinquante ans et plus que l'on use de tableaux de ce genre pour émouvoir les âmes sensibles (et les âmes sensibles s'émeuvent toujours) sans jamais rien faire d'ailleurs pour améliorer les conditions de travail ; les trois quarts des améliorations qui ont été introduites dans les entreprises (et elles sont nombreuses) ont été le fait des directions et des ingénieurs, les autres des syndicats.

D'ailleurs, quiconque se donnerait la peine de lire ce qui reste, dans l'article de Jean Santon, des bavardages de Clavaud (car c'est ainsi que les choses se sont passées, l'un faisant parler l'autre à bâtons rompus et composant avec ces propos un « papier » savamment écrit) pourrait tirer de cette façon d'interview les éléments d'un contre-tableau.

Y avait-il vraiment matière à sanction ? La chose est peu claire, si l'on en juge par l'embarras de la justice. Santon (à défaut de Clavaud) a-t-il voulu dénigrer le capitalisme dans son ensemble à travers Dunlop ? A-t-il voulu déconsidérer plus particulièrement cette société ? L'impression de manque de sérieux dans le travail de cette usine qu'on retire de la lecture de ce texte est-elle de nature à porter préjudice à l'entreprise auprès de ses clients ? Il est impossible d'en décider d'après les éléments du dossier que *l'Humanité* nous fournit.

D'autre part, il faudrait des connaissances techniques, qui nous manquent, pour juger si, en matière de prix, de procédés de fabrication, etc. Alain Cla-

vaud a fourni (et Santon ajouté) des informations que le respect du secret professionnel aurait voulu qu'un travailleur de l'entreprise gardât pour soi. Pourtant, il ne semble pas que nous nous trouvions ici en présence d'une résurrection des célèbres « *rab-cors* », les correspondants ouvriers, qui, avant-guerre, défrayèrent la chronique : les communistes avaient organisé, sous l'apparence de recueillir des informations sur les conditions de travail, un véritable réseau d'espionnage industriel au profit de l'URSS, le plus grand nombre des « *rab-cors* » ignorant d'ailleurs parfaitement ce qu'on leur faisait faire.

**

Quelle que soit la décision des juges, elle n'enlèvera pas à l'article de *l'Humanité* son caractère de provocation.

Tout le monde sait avec quel soin les journalistes gardent secrètes leurs sources, surtout quand ils feraient courir un risque à leurs informateurs en donnant leur nom. Or, voici que Santon (dont la conviction arrêtée est que les chefs d'entreprise ne cherchent qu'à prendre des sanctions contre ceux de leurs salariés « qui ne marchent pas droit ») au lieu d'« informer » ses lecteurs sous le voile de l'anonymat, étale le nom et la photographie d'Alain Clavaud. Lui qui pense que les patrons sont sans pitié pour ceux qui leur déplaisent, il ne pouvait pas ne pas savoir quel risque il faisait courir à Alain Clavaud. Il l'a fait cependant. Il l'a fait sciemment. On ne saurait le lui pardonner, même s'il a prévenu celui qu'on peut appeler sa victime, ou la victime du parti, de ce qui risquait de lui arriver.

La volonté de créer un martyr pour les besoins de la propagande est d'autant plus évidente que Santon a été volontairement chercher quelqu'un qui pouvait être frappé. Il n'est pas assez ignorant pour ne pas savoir que la loi — la loi bourgeoise — a créé dans les entreprises des fonctions *protégées* : délégués du personnel, délégués syndicaux, membres du Comité d'entreprise.

C'est à ceux qui exercent ces fonctions qu'il revient d'alerter la direction et, au besoin, d'alerter le public pour obtenir soit le respect de la loi et des conventions, soit l'amélioration des conditions existantes. Ils ne sont pas entièrement à l'abri des sanctions, mais, même quand ils outrepassent leurs droits, ils ne peuvent pas être frappés sans toute une procédure. Leur licenciement par exemple doit être soumis pour approbation, selon le cas, soit à l'inspecteur du travail (avec recours possible au ministre), soit au Comité d'entreprise votant à bulletins secrets.

S'il tenait absolument à personnaliser le témoignage qu'il apportait, le journaliste de *l'Humanité* aurait pu s'adresser à l'un de ces délégués-là. Ne met-il pas d'ailleurs dans la bouche de son malheureux cobaye des informations chiffrées extraites d'un tract C.G.T. ?

Sans doute pourrait-on croire qu'il n'a pas interrogé un de ces délégués cégétistes dont on sait ou soupçonne qu'ils sont membres du parti, parce qu'à force d'exagération, ils ont perdu toute crédibilité ; cette hypothèse bienveillante ne tient pas. En réalité, il a choisi un simple syndiqué, non militant, non membre du P.C.F., afin d'avoir une belle et bonne sanction, bien exploitable.

Espérons qu'il a prévu pour Clavaud une autre compensa-

tion que la satisfaction morale d'être devenu une cible.

René MILON
N.B. — Un mot à l'adresse de M. Gérard Lyon-Caen qui, dans *l'Humanité* de 4 février, joue, avec beaucoup de science, les analphabètes : « *Il est paradoxal, écrit-il, que dans les années qui suivent une loi sur « les libertés des travailleurs », laquelle a reconnu à leur profit un droit « d'expression » sur les conditions de travail, soit contesté à un salarié la possibilité de décrire celles-ci.* »

Avec une loyauté dont nous laissons juges nos lecteurs, M. Lyon-Caen incite ceux qui le lisent à croire que le malheureux Clavaud a agi conformément au fameux droit d'expression dont on a tant parlé. Or, lui n'ignore pas, mais il sait que la plupart de ses lecteurs ignorent, que le droit d'expression en question est un droit d'expression collective (« *le droit d'expression directe et collective* ») et que son originalité réside en ceci qu'au lieu de faire connaître leurs doléances ou leurs suggestions à la direction par l'intermédiaire de la hiérarchie ou des délégués élus, les salariés utilisent pour le faire un messenger, d'ailleurs changeant, qui prend directement contact avec la direction, sans passer par les voies de communication traditionnelles.

Rien de commun, donc, avec une interview ou un article donnés à la presse.

est en préparation. Toutes ces lois ménagent au Parti un flou et une marge d'appréciation suffisante pour qu'il puisse continuer d'exercer en toute liberté son « *rôle dirigeant unique* ».

Il en est ainsi de la dernière loi qui régleme la sortie des citoyens chinois du territoire national. Le visa de sortie est supprimé, il suffit d'avoir un passeport. Mais c'est la Sécurité publique qui le délivre. Dans un délai de trente jours après la demande (soixante si l'on veut se rendre à Hong-Kong ou Macao). Et elle le reprend au retour !

A qui l'accorde-t-elle ? L'article 5 de la loi est très libéral : « *Toutes les demandes de sortie pour affaires personnelles seront accordées, sauf les cas prévus à l'article 8* ». Ce dernier exclut, bien évidemment, les personnes condamnées, poursuivies ou soumises à la rééducation. Mais aussi celles (alinéa 5) « *dont la sortie porterait atteinte à la sécurité du pays ou nuirait gravement à ses intérêts* ». Le Parti appréciera !

Il en est de même pour la liberté d'expression, à propos de laquelle le Parti a tenu à préciser, par la plume de Wang Meng, vice-président de l'Association des écrivains, dans le « *Drapeau Rouge* » du 16 décembre dernier : « *Il faut bien comprendre que la liberté de création que nous devons protéger est celle qui a un caractère socialiste* ».

Celle qui n'a pas ce caractère doit au contraire être supprimée. Depuis deux ans, les « *crottes de rat* » prolifèrent en Chine. C'est ainsi que le Parti nomme les publications « *underground* » : polars, récits d'aventure à base de sexe ou de « *kung fu* », romans d'amour à l'eau de rose... Saturés de langue de bois, les Chinois se sont jetés sur cette littérature populaire. Au point que la prose officielle ne se vend plus : un million de livres invendus dans les librairies début 1985, soit déjà 35 % de plus qu'en 1984. Et 1 200 000 en juillet dernier !

Jacques BROUELLE

LIBERTÉ SURVEILLÉE EN CHINE

A l'époque de Mao, les lois étaient pratiquement inexistantes. Le principe fondamental était que « *le Parti dirige dans tous les domaines* », ses directives - c'est-à-dire celles de Mao - faisant office de lois. Système qui avait au moins le mérite de la franchise. Avec Deng Xiaoping, retour à l'hypocrisie soviétique. Il fit miroiter une grande réforme, le création d'une légalité socialiste : le Parti ne serait plus au-dessus des lois. Les Chinois se mirent à espérer. Un code pénal fut élaboré. Mais à peine avait-il été promulgué que

le Parti le trouva trop contraignant. Désireux de frapper fort la délinquance, il fit adopter en septembre 1983 une loi rétro-active, si large dans la définition des crimes et des peines qu'elle permit de rejurer des condamnés purgeant leur peine et de les envoyer au peloton d'exécution.

Depuis lors, bien d'autres lois ont vu le jour, concernant notamment les contrats avec les paysans, les activités économiques des investisseurs étrangers, les brevets ou l'héritage. Un Code Civil - il n'en existait pas -



notes et informations

Le P.C.F., toujours fils ainé de l'Eglise communiste.

Il se publie à Prague, outre la revue mensuelle qui s'appelle en français *La Nouvelle Revue internationale* (avec, en sous-titre, *Problèmes de la paix et du socialisme*, qui est le premier titre de la même revue en d'autres langues), une autre revue – bi-mensuelle celle-là – moins connue, au titre quasi-anonyme, « *Bulletin d'information* », avec cette explication : « *Documents des partis communistes et ouvriers, articles et interventions* ».

C'est une espèce de moniteur ou de journal officiel du mouvement communiste mondial d'obédience moscovite qui, depuis 1962, publie en plusieurs langues (aujourd'hui l'allemand, l'anglais, l'arabe, l'espagnol, le français, le grec, l'italien et le portugais) une sélection de documents : déclarations, résolutions de congrès, communiqués des bureaux politiques ou comités centraux, etc., que sa rédaction – inconnue, mais dirigée par des Soviétiques, on peut en être sûr – juge bon de porter à la connaissance des différents partis frères (1).

Son numéro 1-1986 contient la table des matières de l'année 1985. Trois chapitres retiennent l'attention, à cause de leur importance numérique.

1. – *Les communistes pour la paix*. 64 articles cités. Outre les déclarations de Gorbatchev et des P.C. des pays socialistes, la revue fait état du soutien apporté à la politique de paix de l'U.R.S.S. par 16 P.C. du monde libre. Le plus souvent nommé est le P.C. de l'Allemagne de l'Ouest (D.K.P.) : 8 fois ; puis le P.C. de Belgique : 5 fois ; enfin, *ex-aequo*, les P.C. du Canada, des Etats-Unis et de France : 3 fois.

2. – *Congrès, conférences, plénums* : 61 articles. Le P.C.F. n'est mentionné qu'une fois : sous le titre *Espoir et combat pour l'avenir*, des extraits importants du rapport présenté par G. Marchais au 25^e congrès, en février 1985, et de la résolution.

3. – *Déclarations, interventions* : 111 articles. Le P.C.F. vient en tête (6 documents), suivi par l'Italie, l'Inde, la Turquie (5) puis le Chili et les Etats-Unis (4).

Petit indice, mais qui n'est pas négligeable : malgré son « déclin », le P.C.F. reste bien l'un des fils préférés du P.C. soviétique. Le fils aîné de l'Eglise communiste, en quelque sorte.

• Jean Cassou : complément à une biographie

L'Humanité a rendu hommage, le 17 janvier 1985, à Jean Cassou, qui vient de mourir. Nul ne s'en étonnera. Cassou fut, en des années décisives, un « compagnon de route » du Parti communiste français et non des moins efficaces. Toutefois, il y eut des failles dans le soutien qu'il apporta au stalinisme triomphant et les communistes jettent aujourd'hui le voile sur ces péripéties.

Si les plus âgés sont oublieux et les plus jeunes, peu curieux de connaître par eux-mêmes l'histoire de leur propre parti, les lecteurs de *L'Humanité* ne sauront donc pas que Cassou fut de ces « compagnons de route » qui, tout serviables et même serviles qu'ils fussent, un beau jour se sentirent incapables d'aller plus avant dans la complaisance.

Pour Cassou, la goutte fut, le 28 juin 1948, « l'excommunication » de Tito. Toutefois, malgré les liens qu'il gardait avec les communistes yougoslaves, il ne rompit pas tout de suite. Il se borna d'abord à figurer parmi « ceux qui rechignaient devant les

motions que divers organismes apparentés tentaient de faire signer contre la trahison de Tito » (J. Cassou : *Une vie pour la liberté*, Paris, R. Laffont, 1981, p. 248).

Les « organismes apparentés »... L'expression semble bien n'avoir servi que parmi les compagnons de route, pour désigner ce que les communistes appellent des organisations de masse et les soviétologues, des organisations satellites – bref, des organisations juridiquement indépendantes du P.C.F., mais dont le Parti, par noyautage et travail fractionnel, a réussi à prendre la direction. L'organisation où Cassou était le plus sollicité pour joindre sa signature et sa voix à celles qui servaient à accabler Tito était les *Compagnons de la Liberté*. Il en était l'un des fondateurs, mais lui et ses émules en « compagnonnage », autant par incompetence que par complaisance se l'étaient laissé souffler par les communistes, lesquels en avaient fait le *Mouvement des Combattants de la Liberté et de la Paix*, puis le *Mouvement de la Paix*.

Finalement, Cassou alla passer ses vacances de l'été 1949 en Yougoslavie, à l'invitation des autorités yougoslaves. Le voyage fit scandale.

*
**

A son retour de Yougoslavie, il reçut la visite d'Aragon. « *Vous nous avez mis dans de beaux draps* », lui dit l'écrivain, qui lui demanda « *de ne faire nulle part aucune déclaration avant d'avoir reçu toute une documentation que lui, Aragon, lui préparerait* », pour lui permettre de « *redresser les illusions* » dont il avait été la victime « *dans ce pays dominé par une clique* » (p. 251).

Il reçut également la visite d'André Wurmser – le stalinien le plus éhonté qui fût – lequel, « *consterné* », le pria « *de ne rien publier avant d'avoir eu une franche conversation avec un membre du Bureau politique* ».

Ce fut Billoux qui fut désigné pour cette conversation. Il se montra compréhensif, reconnaissant les torts du Parti, mais heureusement sur des points secondaires. Le Parti avait commis des

(1) – La collection entière de ce *Bulletin d'information* se trouve à la bibliothèque de l'Institut d'histoire sociale, ainsi que celle de *La Nouvelle Revue internationale*.

erreurs dans son comportement avec les intellectuels (ô, les beautés de la langue de bois !) ; « *ceux-ci aiment à faire des conférences aux ouvriers : on se remettra donc à envoyer les intellectuels faire des conférences aux ouvriers* » (ô, le mépris des intellectuels complaisants qui, peut-être, acceptent de servir le Parti par générosité, mais qui, aux yeux du Parti, n'agissent que par gloriole et vanité !).

Quand on en vint au sujet même du débat, Billoux fut catégorique : « *Je vous prévient. Si vous revenez sur cette question yougoslave, nous ne l'admettrons pas, ce sera fini* » (p. 252).

*
**

Cassou ne céda pas et il faut lui savoir gré d'avoir fermement résisté aux menaces du Parti, même s'il fut soutenu, dans sa résistance, par un engouement à l'égard de Tito et du « socialisme yougoslave » qui, semble-t-il, ne s'est jamais refroidi et qui en dit long sur l'incapacité politique des littérateurs et esthéticiens de son genre.

Il fit paraître dans *Esprit*, en décembre 1949, un article intitulé : « *Il ne faut pas tromper le peuple* », et ce fut la rupture. Wurmser publia en brochure une « *Réponse à Jean Cassou* » qui brisait net avec l'hérésiarque. Sans doute pensait-il tout ce qu'il écrivait, mais il s'était senti d'autant plus obligé de rédiger ce pamphlet (à supposer qu'on ne lui eût pas expressément demandé de le faire) qu'il était le beau-frère de Cassou et qu'il devait montrer que des liens de parenté ne balanceraient jamais sa fidélité au Parti.

*
**

Ce fut le *Mouvement des Combattants de la Liberté et de la Paix* que le P.C. choisit pour procéder à la mise à mort. Car, alors on ne laissait point partir un militant ou un compagnon de route de lui-même. Il fallait qu'il fût exclu. Cassou eut donc son mini-procès de Moscou :

« *Je fus convoqué le 31 janvier 1950 à une réunion de je ne sais quelle de leurs commissions. Je me trouvai en présence d'un véritable tribunal. Dans la foule des assistants parmi lesquels je reconnaissais des résistants qui*

m'étaient chers, mais qui tous affectaient à mon égard un air d'indifférence ou d'hostilité » (bien entendu, car il risquaient gros s'ils laissaient entrevoir que la soumission au Parti ne leur faisait pas oublier les solidarités de la résistance, et vraisemblablement n'avaient-ils été convoqués à cette séance que pour être mis à l'épreuve. E. & O.) « *je ne découvris d'autre physionomie amie que celle de Domenach.*

« *A une table en face de moi figuraient d'Astier, Farge et Tillon. Un des plus importants responsables du P.C., je ne sais plus lequel, débuta un réquisitoire contre moi... Tillon lut un long acte d'accusation que Domenach écouta attentivement en prenant des notes. Puis la parole fut à d'Astier et à Farge. Il ne déplaisait pas au premier de jouer les aristos talon rouge sang, au second les commissaires du Comité de Salut Public. On m'engagea à dire en quelques mots mon regret d'avoir fait ce malheureux voyage à Belgrade ou d'écrire sur-le-champ quelques lignes en ce sens, enfin de faire un geste remettant les choses au point.*

« *Je répondis que tout ceci demandait réflexion et que je donnerais rapidement ma réponse. Puis je me retirai au milieu d'un silence glacial, en compagnie de Domenach, aussi ahuri que moi.*

« *Le lendemain, 1^{er} février, j'envoyai à Farge ma démission du mouvement des Combattants de la Liberté et de la Paix* » (o.c. p. 254).

D'Astier, Farge et Tillon devaient ultérieurement connaître eux aussi comme victimes les pratiques du totalitarisme communiste, après en avoir été les instruments. Mais ce n'est pas ce qui surprend le plus dans ce récit, ni d'ailleurs la prudence qui conduisit Cassou à remettre à plus tard sa réponse, par peur — on le comprend — d'affronter les hurlements de la meute qui se serait déchainée contre lui.

Le plus singulier, c'est qu'il ait été ahuri par ce spectacle, et Domenach aussi. Malgré tout ce que l'on savait déjà — avant 1939 — de la vraie nature du communisme et de ses pratiques, une science que « l'affaire Tito » ve-

nait de rafraîchir, ni Cassou ni Domenach ne comprenaient rien à ce dont ils venaient d'être à la fois spectateurs et acteurs. Manifestement, ils n'établissaient pas de lien entre les idées politico-sociales auxquelles ils avaient donné leur sympathie, voire leur adhésion, en tout cas leur appui, et la réalité que l'application de ces idées avait engendrée.

A lire ses Mémoires, il semble bien, d'ailleurs, que Jean Cassou soit mort sans l'avoir tout à fait compris.

Maurice Paz, historien

Quelques-uns de nos lecteurs se sont étonnés que nous ayons arrêté la biographie de Maurice Paz à 1940 (voir *Est & Ouest* n° 26, janvier 1986). Evoquons donc celles de ses activités d'après-guerre qui appartiennent à sa vie publique, en particulier son œuvre d'historien (nous avons déjà signalé sa participation à plusieurs procès de la libération).

Adolescent, Paz avait rêvé de se consacrer à l'histoire. Sa longue et verte vieillesse — il travailla jusqu'au jour de sa mort — lui a permis de réaliser ce rêve.

Déjà, en 1934, il s'était livré à un travail d'historien — détaché autant que faire se pouvait des passions du jour — en rédigeant, à la demande de la Ligue des Droits de l'Homme, un copieux récit sur « *Le 6 février* » — c'est le titre — qui forme les numéros 25 et 26, 10 et 20 octobre 1934, des *Cahiers des Droits de l'Homme*.

C'est au Second Empire — il fut de ceux qui ont travaillé à la réhabilitation de Napoléon III — et aux débuts de la III^e République qu'il a consacré ses recherches principales. Il a dans ce domaine fait œuvre de professionnel. Non seulement il eut la coquetterie de soutenir sa thèse en 1974, à soixante-dix-huit ans, devant l'Université d'Aix-Marseille qui le coiffa du bonnet de docteur, mais sa thèse, un recueil de documents sur « *Auguste Blanqui, le révolutionnaire professionnel* » (1), ses « *Lettres familières d'Auguste*

(1) L'ouvrage n'a pas été édité, mais un exemplaire du manuscrit a été déposé à la bibliothèque de l'Institut d'Histoire Sociale, 15, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Blanqui et du Dr Louis Watteau 1864-1866 » (Institut historique de Provence, 1975, 246 p.) sont le couronnement d'un énorme travail de lecture et de classement des archives concernant Blanqui à la Bibliothèque nationale. (Il avait accompli un travail du même ordre au quai d'Orsay sur les papiers de Jules Favre, aux Archives nationales sur ceux d'Hippolyte Fortoul, premier ministre de l'Instruction publique sous Napoléon III.)

De sa thèse, Paz avait tiré un volume : « *Un révolutionnaire professionnel : Auguste Blanqui* » (Fayard, 1984) où il établit notamment la véracité des faits rapportés dans le célèbre « document Taschereau » (Lire dans *Est & Ouest* n° 15, février 1985, la correspondance échangée à ce sujet entre Souvarine et lui). Au moment de sa mort, il s'apprêtait à publier « *Naissance d'une République, 1870* » (dont un chapitre reprend, en les développant, quatre articles publiés par lui sur la Commune dans *Est & Ouest*, novembre et décembre 1971, janvier et mars 1972) et il mettait la dernière main à une histoire de l'expédition du Mexique.

Enfin, sous le titre : « *1929 - quatre mois et tout est fini* », il avait remis à un éditeur, quelques semaines avant de mourir, un précieux recueil, avec commentaires historiques, des lettres échangées entre lui et Trotski quand celui-ci fut expulsé d'Union soviétique.

C.H.

Exit

André Alexandrov

Dans la « *Pravda* » du 28 janvier, en première page, figurait une grande photo illustrant un

bref communiqué sur la rencontre de la veille entre Gorbatchev et Alessandro Natta, secrétaire général du P.C. italien. Outre les noms de Gorbatchev et de Natta, ce communiqué ne mentionnait que celui de G. Pajetta, membre de la Direction et du Secrétariat ou P.C. italien. Or, sur la photo, on distinguait très nettement tous les participants de cette rencontre : aux côtés de Gorbatchev, étaient assis Zagladine et Alexandrov, et aux côtés de Natta, il y avait deux Italiens. Le lendemain 29 janvier, un long communiqué sur la rencontre Gorbatchev-Natta indiquait comme participants deux Italiens (Pajetta et Rubbi), mais passait sous silence les deux assistants soviétiques de Gorbatchev : Zagladine et Alexandrov.

Une dizaine de jours plus tard, le 7 février, la « *Pravda* » publiait en première page un communiqué et une photo relatifs à la rencontre Gorbatchev-Edward Kennedy, mais cette fois, Alexandrov ne figurait ni dans le communiqué, ni sur la photo. Kennedy, qui avait eu maintes occasions de rencontrer Alexandrov, posa une question à son sujet. Il s'entendit répondre qu'Alexandrov venait de prendre sa retraite. Or, cette mise à la retraite n'a pas été signalée par la presse soviétique. D'ailleurs, Alexandrov n'appartenait pas à la pléiade des octogénaires en cours d'éviction, car, né en 1918, il n'a pas encore 68 ans. De toute manière, ainsi prend fin l'une des plus brillantes carrières parmi celles des hommes qui jouent les seconds violons dans l'orchestre de la nomenklatura soviétique.

Fils d'un vieux bolchévick, André Alexandrov avait terminé ses études universitaires à Moscou en

1940. Connu pour ses qualités de polyglotte, il va travailler pendant vingt ans d'abord à l'agence TASS, ensuite au Ministère des Affaires étrangères. Membre du Parti depuis 1948, il est muté à l'appareil central en juin 1963, donc à l'époque de Khrouchtchev. Il a servi successivement Brejnev, Andropov, Tchernenko et finalement Gorbatchev. Son titre officiel était « assistant du secrétaire général », ce qui lui donnait une place obligatoire dans la délégation soviétique, dirigée par le secrétaire général de l'époque. Il détient probablement le record de durée dans l'exercice de cette haute fonction et peut-être aussi le record par la quantité des rencontres bilatérales et multilatérales internationales auxquelles il a assisté. Pour ces services, il a été récompensé par une promotion au sein de la hiérarchie du Parti : en 1971, à l'issue du 24^e congrès du Parti, il devient membre de la Commission centrale de contrôle ; en 1976, au 25^e congrès, il est promu membre-suppléant du Comité central ; et en 1981, membre à part entière. Il ne l'est évidemment pas resté à l'issue du 27^e congrès.

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale

Président du conseil d'administration :
Claude HARMEL

Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration :
15, av. Raymond-Poincaré
75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs
Abonnement annuel : 262 francs
Étranger : 346 francs

Impression : EDIMPRA - 20, rue Doudeauville,
75018 Paris C.P.P. 59.594

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**

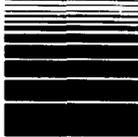
et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	262 F
abonnement pour l'étranger	346 F
abonnement de soutien (personne physique)	360 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.



livres

« A l'écoute des villages soviétiques »

L'apparition en U.R.S.S., au cours des vingt dernières années, d'une littérature rurale, et même d'écrivains « ruralistes » (« *potcheniki* », c'est le terme consacré en russe), demande à être expliquée (1).

En France, les thèmes paysans dans l'art appartiennent au passé : non seulement *l'Angelus* de Millet ou *la Terre* de Zola, ou les œuvres plus humbles qui ont longtemps fourni des dictées à l'école primaire, mais aussi les romans de Giono, sont d'un temps révolu. Aucune œuvre significative n'est née dans ce domaine, chez nous, depuis la guerre.

Il est vrai que la France, à la différence d'autres pays, n'a pas connu depuis bien longtemps de crise rurale majeure qui pût inspirer les artistes ; mais si aux Etats-Unis, au contraire, la crise de 1929, frappant l'agriculture comme le reste de l'économie, a inspiré l'auteur des *Raisins de la colère* et quelques autres, il s'agit, là encore, d'une affaire terminée depuis un demi-siècle. Au lieu qu'en U.R.S.S., c'est après la dernière guerre, à partir des années 50 (en fait, depuis la mort de Staline) que s'est développé le courant « ruraliste », porteur d'œuvres de qualité et dont rien n'indique qu'il doive disparaître prochainement.

A cela, deux raisons. La première est démographique (et, en dernière analyse, économique et politique). L'U.R.S.S., dont l'économie est arriérée à cause du régime communiste, conserve à la terre un bon quart de sa population active : 30 à 35 millions d'adultes au travail. En France, la proportion est de 7 à 8 % et le chiffre en valeur absolue de 1 700 000 à 1 800 000 personnes. Aux Etats-Unis, on n'en est plus qu'entre 2 et 3 % et 3 millions environ de paysans actifs. Il est bien évident que 30 millions de personnes constituent un milieu, un sujet et un public, alors que dans les pays avancés l'activité agricole est simplement un cas particulier, un métier parmi d'autres.

La deuxième raison est plus directement politique. Les crises paysannes de l'Occident, et même les terribles épreuves des fermiers américains en 1929, ne sont pas comparables, en gravité, aux horreurs de la collectivisation qui fit en U.R.S.S. des millions de morts. Il ne s'agissait pas seulement de famine et d'extermination, mais aussi

d'une tentative d'extirper complètement la culture traditionnelle (essentiellement religieuse), de dépersonnaliser les campagnes. Et ce choc énorme, ce génocide humain et culturel, il était interdit, pendant vingt ans, d'en parler autrement que par diatribes. Inévitablement, le jour où le couvercle de la marmite serait un peu desserré, le flot des souvenirs devait fuser de toutes parts, et cela d'autant plus longtemps que, la liberté de s'exprimer restant très réduite, la vérité ne peut être dite que petit à petit et toujours incomplètement. La transformation des campagnes n'est pas en U.R.S.S. un sujet épuisé et n'est pas près de l'être.

Ces circonstances achèvent de donner à la littérature ruraliste soviétique son caractère particulier. Elle n'est pas la simple transposition en U.R.S.S. des thèmes écologiques en faveur en Occident, car le passé national refoulé lui donne une charge affective plus profonde et plus originale (alors que la littérature « écolo » est passe-partout). En outre, l'usage communiste de ne concevoir la littérature que militante conduit beaucoup d'auteurs ruralistes à donner une description crue du fonctionnement des institutions soviétiques. C'est d'ailleurs ce qui fait l'ambiguïté de cette littérature : un roman soviétique, normalement, comporte une leçon, avec des personnages qui sont dans le vrai et d'autres dans l'erreur. Qui sont-ils ici ? Le chef de kolkhoze qui desserre un peu le carcan de ses administrés est-il un opposant qui penche vers l'économie libre, ou au contraire un bolchévik zélé qui s'efforce de faire mieux marcher la machine ? Les ruralistes sont-ils des réformistes du communisme qui cherchent à le rendre plus viable, ou des révolutionnaires qui souhaitent le jeter à bas ?

On peut en discuter dans chaque cas particulier. Choukchine, à la fois metteur en scène de films, acteur et écrivain, reçut plusieurs prix littéraires soviétiques, dont un prix Lénine à titre posthume (il est vrai qu'à ce moment-là on n'avait plus à craindre de « déviation » de sa part — et cependant il avait eu des obsèques religieuses). En revanche, c'est un curieux « héros positif » que met en scène Mojaïev (*Dans la vie de Fédor Kouz-kine*) dont le personnage central, sorte de soldat Chvéïk rusant avec les règlements et les petits chefs du kolkhoze, peut difficilement passer pour un citoyen soviétique modèle.

Mais peu importent les intentions, réelles ou supposées, d'écrivains qu'unit seulement l'amour de leur terre et de ceux qui y vivent. Ce sont les œuvres qui comptent. Celles qu'on trouve dans cette anthologie sont toutes des documents : historiques, comme les souvenirs poignants d'Astafiev sur la famine de 1933 ; sociologiques, comme *La vie quotidienne d'un district* d'Ovetchkine ; politiques, comme *Les leviers* d'Yachine — ou, plus profondément, documents sur cette remontée de l'âme paysanne et nationale dont témoignent les écrits de Bélov, de Nossov, d'Efim Doroch ou de Solooukhine (qui a préfacé le recueil) : un chant blessé et parfois infiniment pathétique.

Denis LECORBENOIS

(1) *A l'écoute des villages soviétiques*, anthologie présentée et en partie (mais très élégamment) traduite par Françoise Burgun, éd. de la Table Ronde, Paris 1986, 310 pages.